



Thème 6 :

Comment l'Etat peut-il intervenir dans l'économie ?

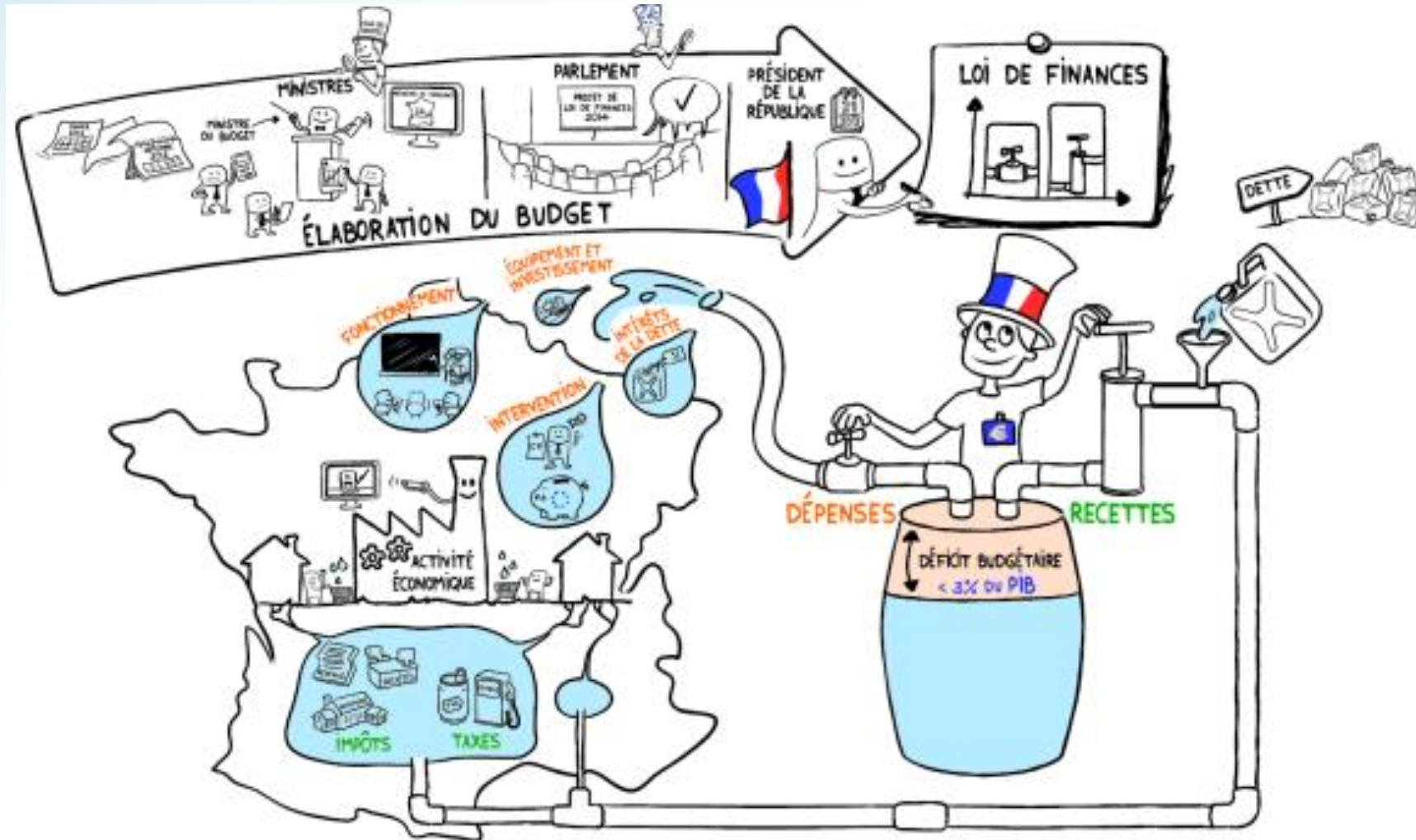
- Découvrir l'intervention de l'Etat
- Analyser les défaillances des marchés et de l'Etat
- **Etudier les politiques économiques de l'Etat et de l'Europe**
- Etudier les politiques sociales

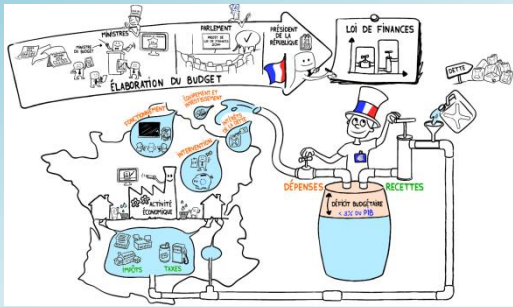


Chapitre 3 : Les politiques économiques de l'Etat et de l'Europe

- **Quelles sont les politiques économiques de l'Etat ?**
- **Quelles sont les politiques économiques menées au niveau européen ?**

Vidéo : Le budget de l'Etat comment ça marche ?





Vidéo : Le budget de l'Etat comment ça marche ?

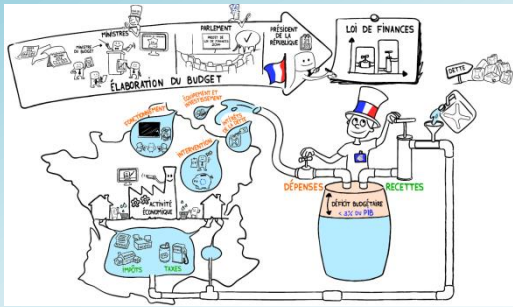
■ Q1 : Identifier les principales recettes fiscales et catégories de dépenses publiques.

→ Principales recettes fiscales :

- les impôts : sur le revenu, les sociétés et le patrimoine;
- les taxes : sur la valeur ajoutée ou les produits pétroliers par exemple.

Les recettes fiscales nettes du budget général de l'Etat 2019

	en milliards d'euros
Taxe sur la valeur ajoutée	129,2
Impôt sur le revenu	70,4
Impôt sur les sociétés	31,5
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	13,1
Autres contributions fiscales	29,3
Total	273,5



Vidéo : Le budget de l'Etat comment ça marche ?

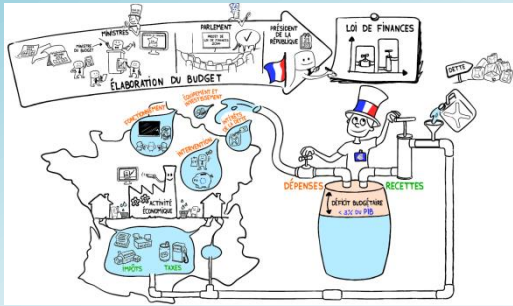
■ Q1 : Identifier les principales recettes fiscales et catégories de dépenses publiques.

→ Principales recettes fiscales :

- les impôts : sur le revenu, les sociétés et le patrimoine;
- les taxes : sur la valeur ajoutée ou les produits pétroliers par exemple.

→ Catégories de dépenses publiques :

- les dépenses de fonctionnement (salaires des fonctionnaires) ;
- les dépenses d'intervention dans le domaine social et économique (*allocations chômage, ...*) et international (*contribution à l'UE, ...*) ;
- les dépenses d'équipement et d'investissement (*construction de routes, ...*) ;
- les dépenses liées aux intérêts de la dette publique.



Vidéo : Le budget de l'Etat comment ça marche ?

■ Q2 : Distinguez déficit « budgétaire » et déficit « public ».

Le déficit budgétaire ne comprend que les dépenses et les recettes de l'État alors que le déficit public prend également en compte celles des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

■ Q3 : Qu'est-ce que la loi de finances ?

La Loi de finances appelée couramment budget de l'État est un texte de loi qui prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État.

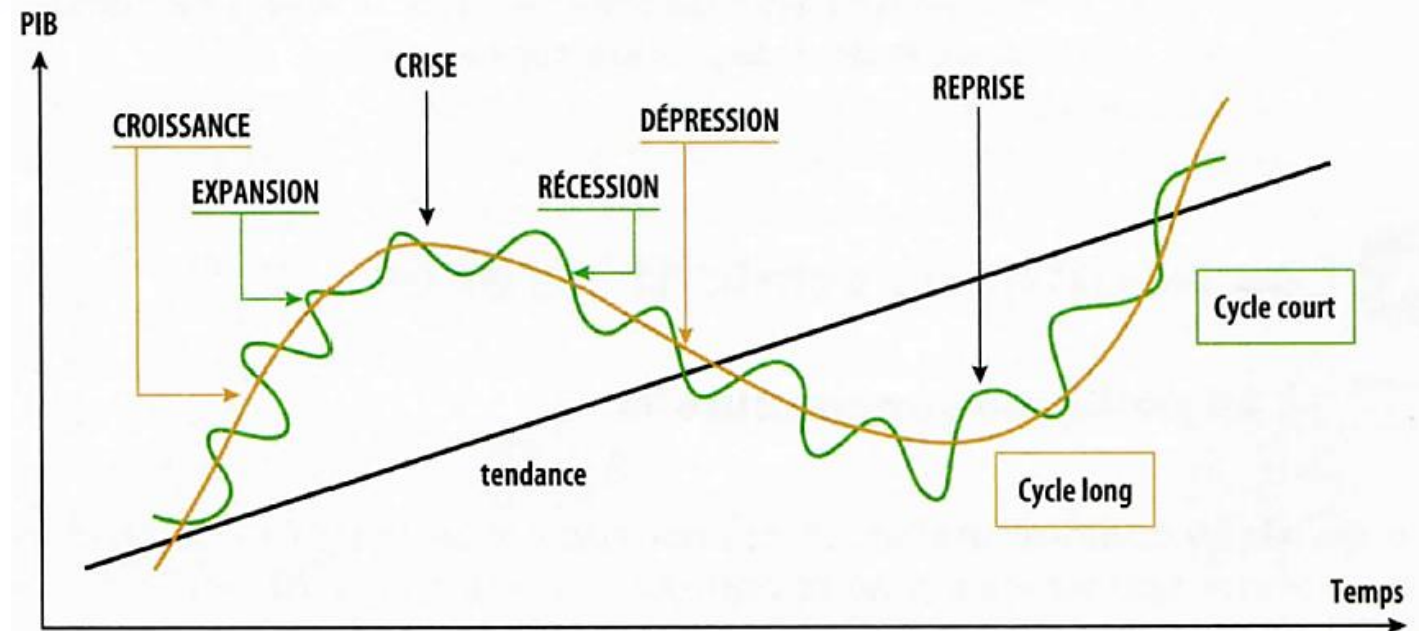


1) Quelles sont les politiques économiques de l'Etat ?

A) Objectifs

a) Réguler l'activité économique

Doc 1 : Les différentes phases de l'activité économique
Les moments du cycle économique



■ Q4 : Quelle différence faites-vous entre récession et dépression ?

Lorsqu'on observe une diminution du taux de croissance du PIB, on parle de récession. La production peut continuer d'augmenter à un rythme moins rapide ou diminuer légèrement, sur une période courte.

La dépression, quant à elle, est caractérisée par une diminution importante et/ou durable de la production.

1) Quelles sont les politiques économiques de l'Etat ?

A) Objectifs

a) Réguler l'activité économique

Doc 1 : Les différentes phases de l'activité économique Les moments du cycle économique

PIB
▲

CRISE

Doc 3 : Les trois fonctions de l'Etat

Fonction de régulation

L'objectif de l'État est de maintenir l'activité économique à un niveau satisfaisant. Pour cela, l'État peut relancer la croissance économique et fixer des règles pour le bon fonctionnement de l'économie.

Fonction d'allocation

L'État utilise les ressources (humaines, matérielles et financières) pour produire des biens et services non marchands au service de la collectivité.

Fonction de redistribution

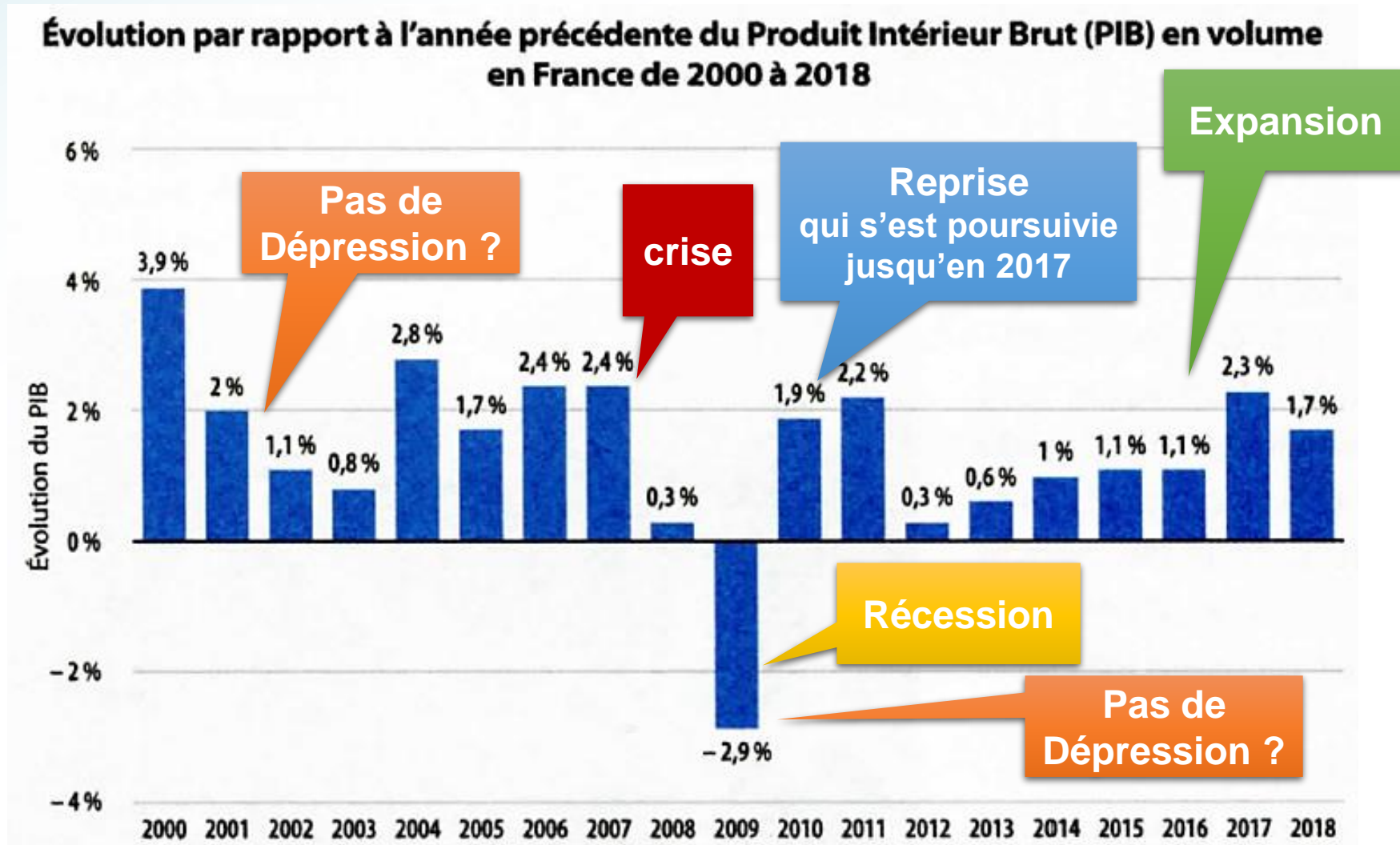
L'intervention de l'État vise à réduire les inégalités de revenus en opérant des transferts sociaux entre les ménages.

Les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) sont redistribués sous forme de prestations sociales à ceux qui en ont besoin.

Lorsqu'on observe une diminution du taux de croissance du PIB, on parle de récession. La production continue d'augmenter mais à un rythme moins rapide. Souvent sur une (ou des) période(s) courte. La dépression, quant à elle, est caractérisée par une diminution durable de la production.

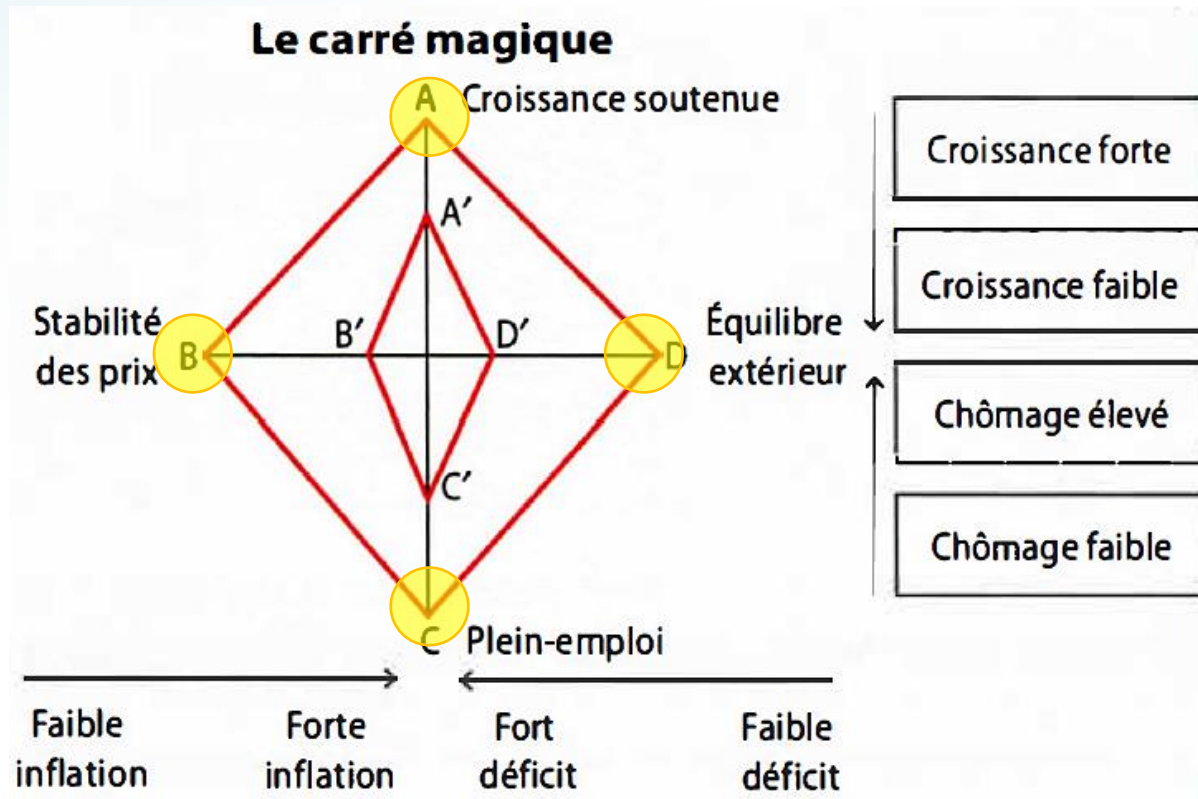
- Q5 : Quels sont sur le graphique du document 2 les différentes phases de l'activité économique en France entre 2007 et 2017 ?

Doc 1 : La variation annuelle du PIB en France



b) Lutter contre les grands déséquilibres

Doc 3 : Les objectifs économiques liés aux grands équilibres

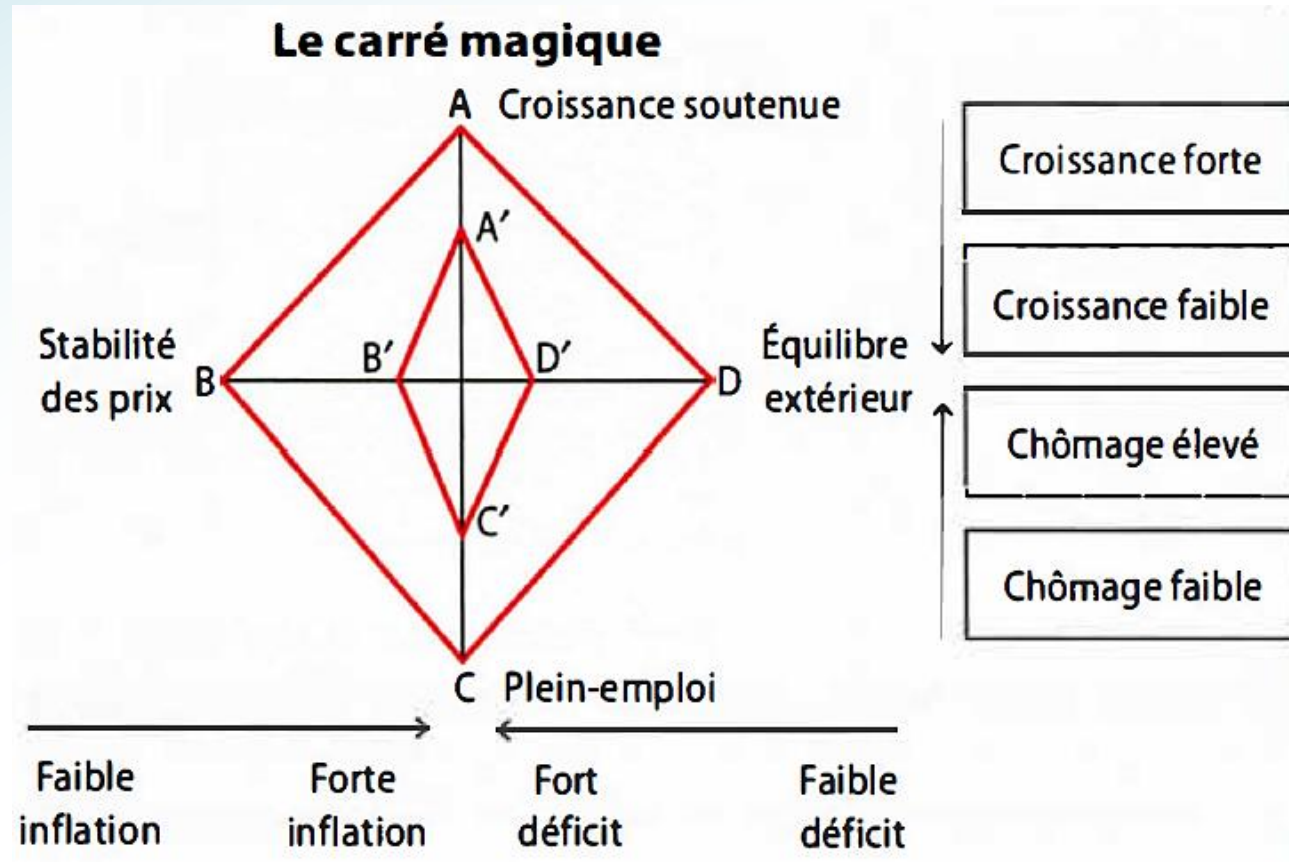


Chaque indicateur est positif vers l'extérieur du carré magique

■ Q6 : Caractérisez la situation économique d'un pays correspondant au quadrilatère A'B'C'D'.

La situation du pays correspondant au quadrilatère A'B'C'D' est la suivante : une croissance forte (A') qui préserve le plein emploi (C'), mais qui provoque de l'inflation (B') et un déséquilibre extérieur (D') avec des importations supérieures aux exportations.

Doc 3 : Les objectifs économiques liés aux grands équilibres

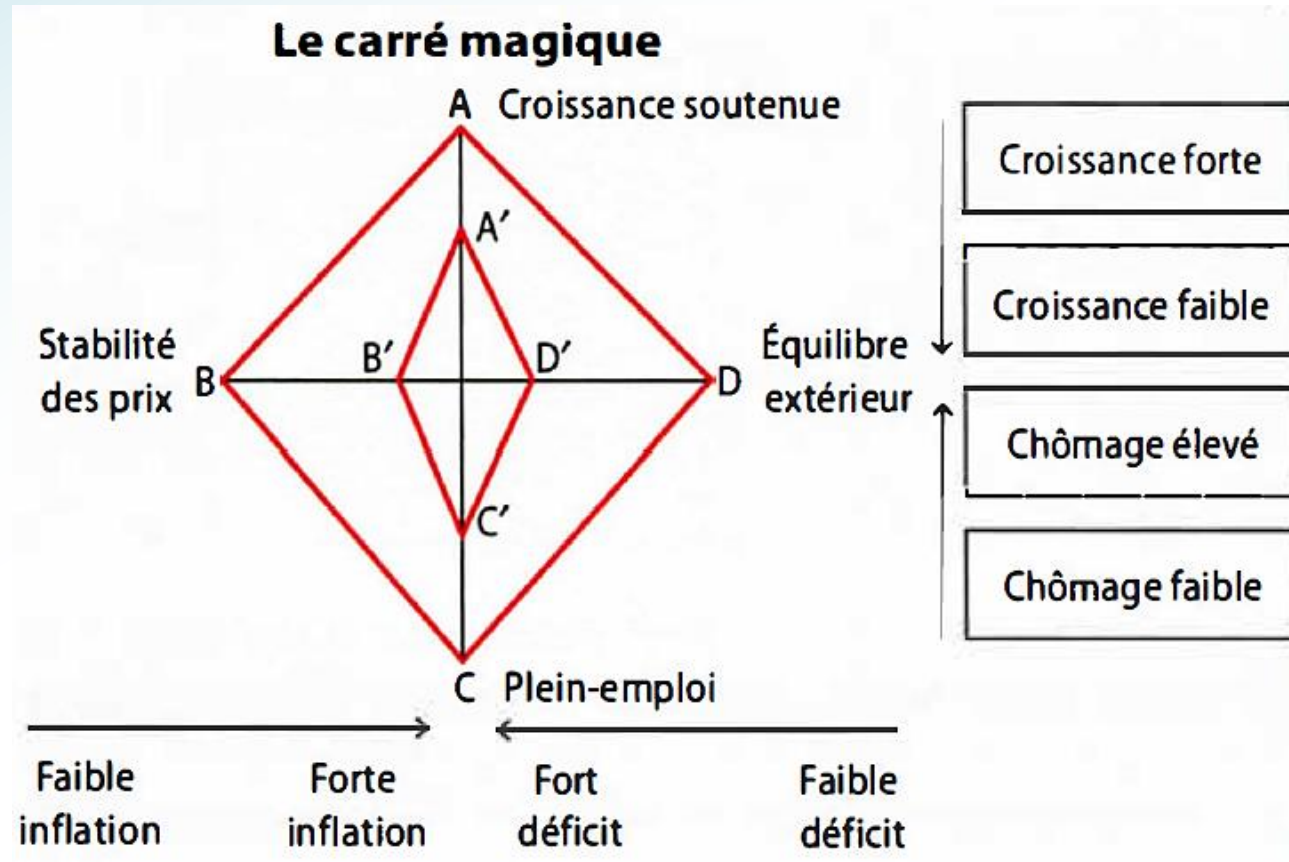


■ **Q7 : Expliquez pourquoi un chômage faible paraît entraîner une inflation forte.**

En cas de chômage faible, le pouvoir de négociation des salariés s'accroît et ils obtiennent des hausses de salaires. Les salaires > aux indemnités chômage donc un Chômage faible = augmentation du pouvoir d'achat des ménages

En cas de hausse pouvoir d'achat des ménages, la demande de biens et services va augmenter. Cette hausse de la demande risque d'entraîner une hausse des prix (application de la loi de l'offre et de la demande).

Doc 3 : Les objectifs économiques liés aux grands équilibres



- Q8 : A partir des constats effectués à la question 7, tirez des conclusions quant à la difficulté de mener une politique économique.

Une politique économique adéquate permet d'atteindre certains objectifs (*par exemple, la croissance et l'emploi*) mais, ce faisant, elle risque de provoquer la dégradation d'autres indicateurs (*exemple: le commerce extérieur et l'inflation*).

→ La politique économique doit donc établir des priorités.

Quelles sont les politiques économiques de l'Etat ?



c) Stimuler l'économie

Doc 4 : Politique d'offre et politique de demande

Ces deux termes correspondent à deux approches pour stimuler l'économie. L'offre désigne la production et la demande la consommation.

– L'État peut mettre en œuvre des politiques d'offre qui cherchent à stimuler l'offre des entreprises et donc la croissance potentielle. Les moyens utilisés sont divers : réduction des prélèvements obligatoires (impôts et taxes), déréglementation, soutien à la recherche et développement (aide à l'innovation), élévation du niveau de formation, par exemple.

– L'État peut également mettre en œuvre des politiques de demande. Cette pratique se base sur le principe selon lequel la consommation conditionne la production. La politique de demande soutient la consommation pour relancer la création de biens et services, mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages (augmentation du SMIC, baisse de l'impôt sur le revenu, valorisation des aides sociales ...).

■ **Q9 : Distinguez politique d'offre et politique de demande.**

➔ **La politique d'offre**, d'inspiration **libérale**, est un ensemble de mesures favorisant l'offre et donc la croissance. **Les offreurs** (les entreprises)

➔ **La politique de demande**, d'inspiration plutôt **keynésienne (interventionniste)**, est un ensemble de mesures qui favorise la croissance en stimulant la demande. **Les demandeurs** (consommateurs/Ménages)

B) Les politiques conjoncturelles

a) Principe

Doc 5 : La politique conjoncturelle

La politique conjoncturelle*, dont l'horizon est le court terme, chercherait à maintenir ou rétablir ce que l'on nomme parfois les « grands équilibres » (les quatre objectifs du carré magique) et cela grâce à :

– la politique de relance : elle cherche à stimuler la demande afin que les entreprises produisent davantage et embauchent. Une ou plusieurs composantes de la demande sont favorisées : la consommation des ménages, l'investissement des entreprises ou les dépenses publiques ;

– la politique de stabilisation (ou de rigueur) : elle cherche à rétablir les équilibres (budget, balance commerciale). C'est l'exemple de la politique de rigueur ou d'austérité.

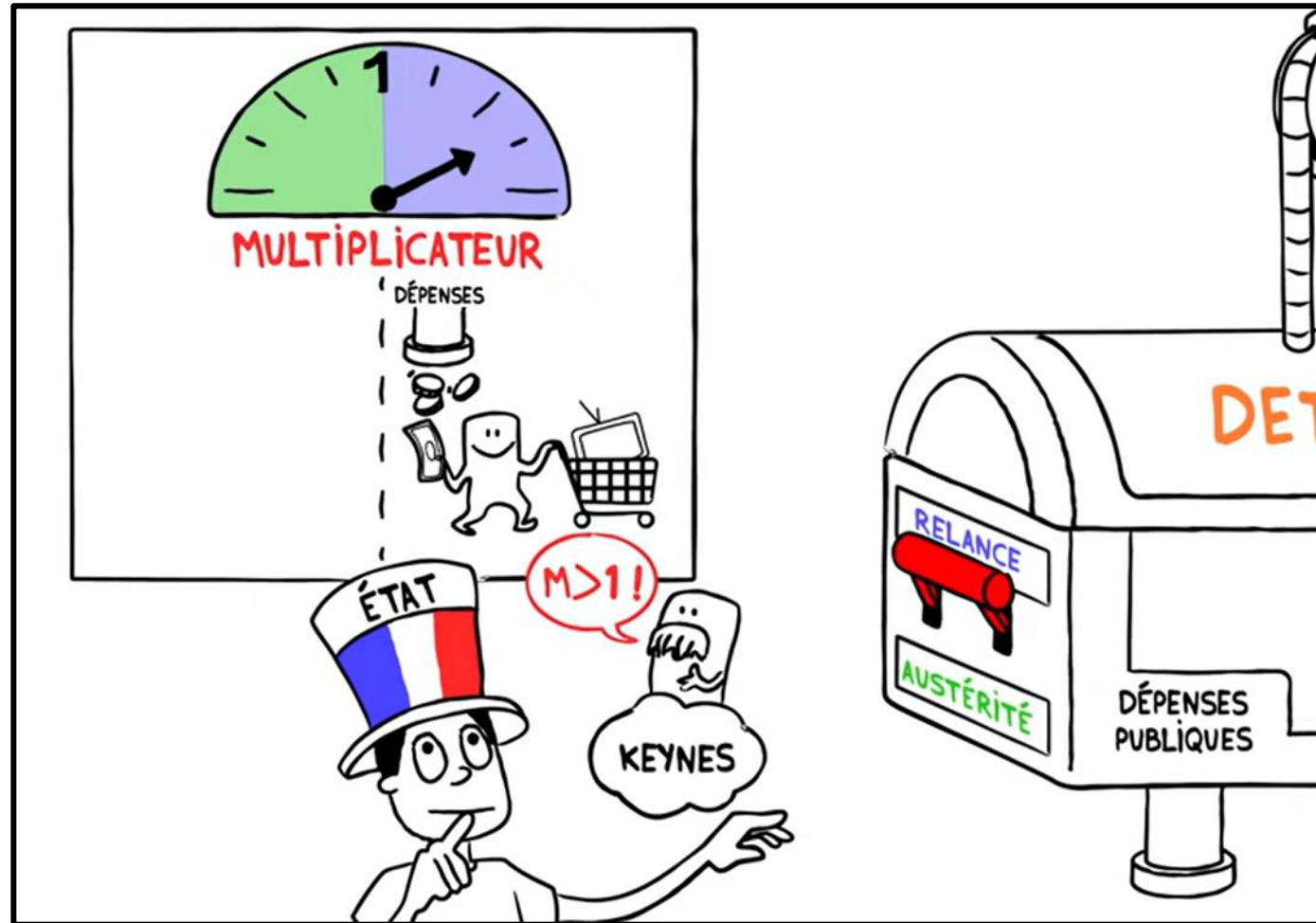
J.-Y. Capul, O. Garnier, Dico SES, Hatier, 2017

**La conjoncture est la situation économique d'un pays qui résulte, au cours d'une brève période, des relations entre agents économiques résidents et de celles nouées avec d'autres pays.*

■ Q10 : Caractériser les politiques conjoncturelles en complétant le tableau ci-dessous :

Horizon temporel de la politique	<u>Court terme.</u>	<u>Court terme.</u>
Objectifs principaux	Maintenir ou rétablir les indicateurs macroéconomiques en <u>stimulant la demande</u> ou <u>équilibrer le budget</u> (ex dépenser moins)	
Circonstances de mise en place	Réagir aux <u>déséquilibres</u> (Action <u>contracyclique</u> = réaction / cycle)	
Exemples de type de politique	– <u>Hausse des impôts et/ou des cotisations sociales.</u> – <u>Hausse du Smic, hausse du traitement des fonctionnaires ;</u>	

Politique de relance ou de rigueur (austérité) ?



Doc 6 : La politique contracyclique

La politique contracyclique est une politique conjoncturelle qui vise à compenser, par des mesures de politique économique, les variations cycliques de l'activité économique. Les pouvoirs publics peuvent mettre en œuvre une politique de relance en période de récession et une politique de stabilisation en période de surchauffe (forte croissance de la demande qui induit une accélération de la hausse des prix et, fréquemment, un déficit de la balance des transactions courantes). La politique contracyclique permet de maintenir l'économie au voisinage d'un sentier de croissance économique équilibrée.

A. Beitone, A. Cazorla, E. Hemdane, Dictionnaire de science économique, 6^e édition, Dunod, 2019

■ Q11 : En quoi la politique contracyclique est-elle une politique conjoncturelle ?

La politique contracyclique entre dans la politique de **régulation conjoncturelle**, ce qui suppose l'existence de **cycles de l'activité**.

C'est une politique économique conjoncturelle destinée à infléchir le rythme de croissance dans le sens opposé à celui effectivement enregistré au cours d'une période déterminée.

conjoncturel adj. Relatif à la conjoncture, à la situation du moment ; lié aux circonstances.

La conjoncture



b) La politique budgétaire

Doc 7 : La politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à utiliser le budget de l'État pour agir sur l'activité économique. L'établissement du budget de l'État comporte deux aspects : le choix du montant des dépenses ainsi que le calcul du montant des recettes espérées en fonction des prévisions de croissance économique et des choix adoptés en matière d'imposition et de taxation. Le gouvernement n'est pas obligé d'égaliser les dépenses et les recettes (situation d'équilibre budgétaire). Il peut, par exemple, dans le cadre d'une politique budgétaire de relance, décider d'accroître les dépenses de l'État ou de diminuer les recettes pour stimuler la demande et donc l'activité économique (la croissance). Dans ce cas, le solde budgétaire, différence entre les recettes et les dépenses de l'État, est négatif (situation de déficit budgétaire). L'État dépense plus qu'il n'a de recettes ! À l'inverse, il peut dans le cadre d'une politique de stabilisation, dite aussi politique de rigueur ou d'austérité, décider de respecter l'équilibre budgétaire ou de s'en rapprocher afin de réduire le déficit. Cette politique de rigueur passe par une maîtrise des dépenses publiques, associée à des efforts de « rentrée » fiscale.

■ **Q12 : Désignez les principaux canaux de transmission de la politique budgétaire.**

Il y a deux principaux outils qui composent la politique budgétaire d'un pays : les **recettes budgétaires** et les **dépenses budgétaires**.

La politique budgétaire va influencer sur l'activité économique par la variation des dépenses et des recettes budgétaires.

L'État peut exercer un effet stimulant sur le produit intérieur et l'emploi. Il peut aussi exercer une stimulation indirecte en modifiant le revenu disponible et les incitations des agents privés.

Doc 8 : Faut-il alléger les charges sur les salaires ?

La France n'est pas le seul pays européen à afficher un niveau élevé de fiscalité totale sur le travail. En revanche, les charges dites « patronales », et donc la part du financement de la protection sociale assumée par les employeurs, y sont notablement plus élevées qu'ailleurs (13 % du PIB en 2015, contre 7 % en Allemagne et dans l'Union européenne). Alléger les charges sur les salaires caractéristiques de l'industrie et des services exposés à la concurrence internationale aide à rendre les entreprises exportatrices plus compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers. Cela leur permet d'augmenter leurs parts de marché et les conduit à embaucher pour répondre à cette demande supplémentaire.

www.la-fabrique.fr

Doc 9 : Des prélèvements en baisse pour les entreprises

Lors du projet de loi de finances pour 2019, le gouvernement annonce une baisse des prélèvements obligatoires pour les entreprises :

– Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) est transformé en baisse de 6 points de cotisations d'assurance maladie sur les salaires jusqu'à 2 fois et demi le SMIC, soit une baisse de 20,4 Mds d'€ ;

– L'impôt sur les sociétés est diminué de 33 à 31%, soit une baisse de 2,4 Mds d'€.

www.economie.gouv.fr. projet de loi de finances 2019

■ Q13 : Cette politique agit-elle sur l'offre ou la demande ? Justifiez.

C'est une politique **conjoncturelle** car l'État espère des effets à **court terme** sur la croissance et l'emploi.

Cette baisse des charges agit sur les entreprises, c'est donc une politique de l'offre

Une hausse des ventes des entreprises favorise l'augmentation du PIB et la création d'emplois, donc une baisse du chômage.

Doc 8 : Faut-il alléger les charges sur les salaires ?

La France n'est pas le seul pays européen à afficher un niveau élevé de fiscalité totale sur le travail. En revanche, les charges dites « patronales », et donc la part du financement de la protection sociale assumée par les employeurs, y sont notablement plus élevées qu'ailleurs (13 % du PIB en 2015, contre 7 % en Allemagne et dans l'Union européenne). Alléger les charges sur les salaires caractéristiques de l'industrie et des services exposés à la concurrence internationale aide à rendre les entreprises exportatrices plus compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers. Cela leur permet d'augmenter leurs parts de marché et les conduit à embaucher pour répondre à cette demande supplémentaire.

www.la-fabrique.fr

Doc 9 : Des prélèvements en baisse pour les entreprises

Lors du projet de loi de finances pour 2019, le gouvernement annonce une baisse des prélèvements obligatoires pour les entreprises :

- Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) est transformé en baisse de 6 points de cotisations d'assurance maladie sur les salaires jusqu'à 2 fois et demi le SMIC, soit une baisse de 20,4 Mds d'€ ;





- L'impôt sur les sociétés est diminué de 33 à 31%, soit une baisse de 2,4 Mds d'€.

www.economie.gouv.fr. projet de loi de finances 2019

■ Q14 : Quelle sera la conséquence possible de cette baisse du coût du travail des entreprises sur le marché des biens et services ?

Si le coût du travail des entreprises est plus faible, elles pourront diminuer le prix de vente de leurs biens et services et, ainsi, augmenter leurs quantités vendues en étant plus compétitives que leurs concurrents sur le marché.

Doc 10 : Les mesures du gouvernement à la fin 2018

	Revalorisation du SMIC et de la prime d'activité, ce qui représente une hausse de 100 € net par mois sans qu'il n'en coûte rien pour l'employeur.
	Jusqu'à 1 000 € de prime de fin d'année pourra être librement versée par l'employeur au salarié, sans impôts ni charges.
	Dès 2019, les heures supplémentaires seront défiscalisées, ce qui constitue un gain de 400 € par an en moyenne.
	Les retraités gagnant moins de 2 000 € seront exonérés de la hausse de la CSG en 2019.

www.economie.gouv.fr, projet de loi de finances 2019

Doc 11 : Un bilan positif pour la croissance




Le 14 mars dernier, Olivier Garnier, directeur des statistiques, des études et relations internationales à la Banque de France [...] indiquait que le pouvoir d'achat moyen par habitant pourrait progresser de 2,1 %, « le plus fort gain de pouvoir d'achat depuis 2007 », autorisant vraisemblablement une « progression de l'activité à un rythme bien supérieur à celui de 2008 [...] ». Même appréciation du côté de l'Insee quelques jours plus tard (20 mars) : « la croissance serait portée par la consommation » stimulée par « une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagée il y a quelques mois » [...]. Tous sont sur la même ligne : la demande, requinquée par les baisses d'impôts et les mesures sociales (prime d'activité, détaxation des heures supplémentaires ...) stimule l'activité.

O. Clerc, Alternatives économiques n° 391, juin 2019

■ Q15 : Ces mesures agissent-elles sur l'offre ou la demande ? Justifiez.

Ces mesures agissent **sur la demande**, car elles visent à augmenter le revenu disponible des ménages en diminuant leurs prélèvements obligatoires et en augmentant les revenus de transfert.

Doc 10 : Les mesures du gouvernement à la fin 2018

	Revalorisation du SMIC et de la prime d'activité, ce qui représente une hausse de 100 € net par mois sans qu'il n'en coûte rien pour l'employeur.
	Jusqu'à 1 000 € de prime de fin d'année pourra être librement versée par l'employeur au salarié, sans impôts ni charges.
	Dès 2019, les heures supplémentaires seront défiscalisées, ce qui constitue un gain de 400 € par an en moyenne.
	Les retraités gagnant moins de 2 000 € seront exonérés de la hausse de la CSG en 2019.

www.economie.gouv.fr, projet de loi de finances 2019

Doc 11 : Un bilan positif pour la croissance

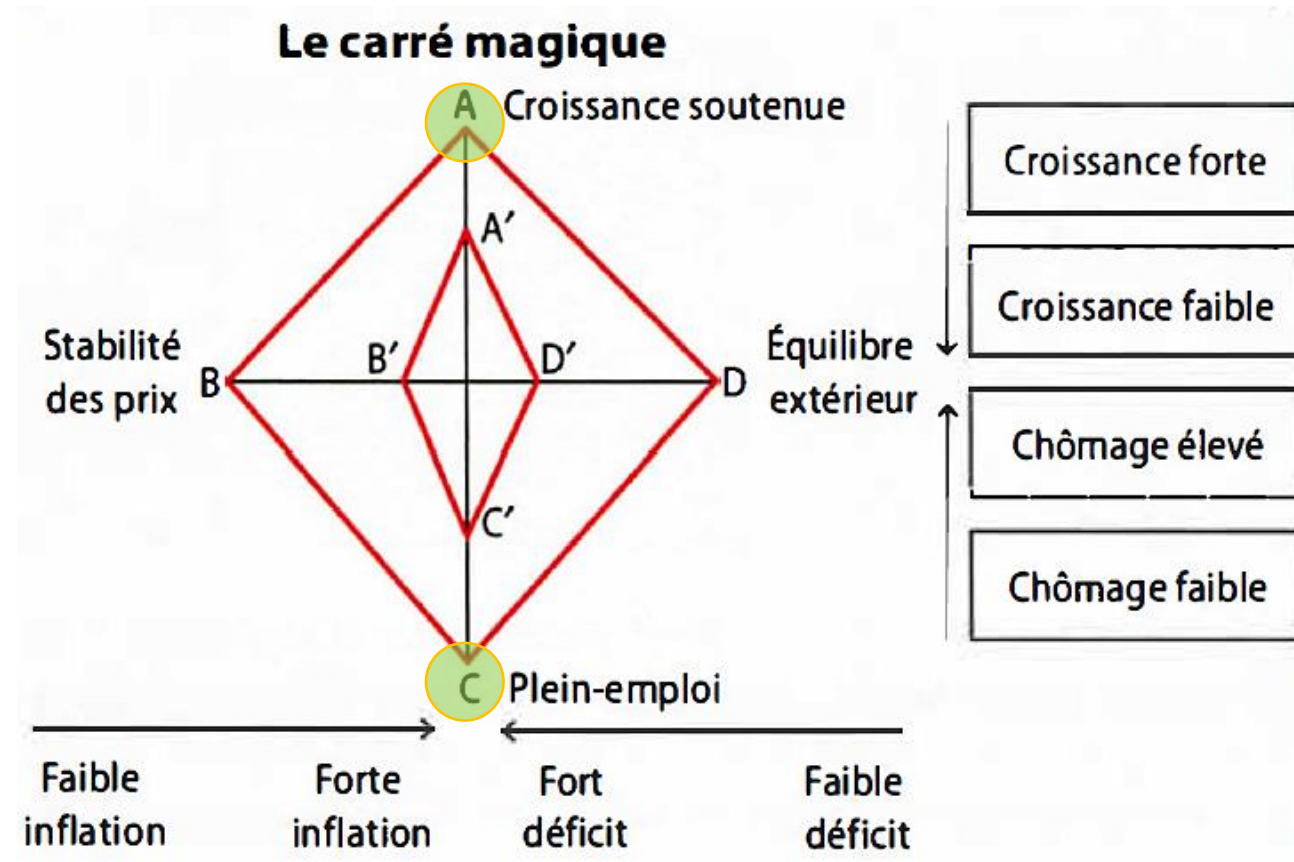
Le 14 mars dernier, Olivier Garnier, directeur des statistiques, des études et relations internationales à la Banque de France [...] indiquait que le pouvoir d'achat moyen par habitant pourrait progresser de 2,1 %, « le plus fort gain de pouvoir d'achat depuis 2007 », autorisant vraisemblablement une « progression de l'activité à un rythme bien supérieur à celui de 2008 [...] ». Même appréciation du côté de l'Insee quelques jours plus tard (20 mars) : « la croissance serait portée par la consommation » stimulée par « une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagée il y a quelques mois » [...]. Tous sont sur la même ligne : la demande, requinquée par les baisses d'impôts et les mesures sociales (prime d'activité, détaxation des heures supplémentaires ...) stimule l'activité.

O. Clerc, Alternatives économiques n° 391, juin 2019

■ Q16 : Cette politique a-t-elle eu un effet sur la croissance ? Justifiez.

L'Insee et la Banque de France indiquent que la hausse de la consommation a stimulé l'activité économique et favorisé la croissance en France.

Doc 3 : Les objectifs économiques liés aux grands équilibres



- Sur quels indicateurs MACRO-ECONOMIQUE la politique budgétaire a un impact plus direct ?
 - La croissance économique (PIB, Politique de relance...)
 - Indirectement l'emploi (croissance éco = + d'emploi)

c) La politique monétaire

Doc 12 : La politique monétaire

La politique monétaire n'est pas menée par les États mais par une banque centrale indépendante du pouvoir politique. Aux USA, il s'agit de la Fed (Réserve fédérale des États-Unis), en Europe, de la BCE (Banque centrale européenne). La Fed a une double mission : veiller à la stabilité des prix, et soutenir la croissance en vue de se rapprocher d'un taux d'emploi maximum. La BCE a une mission plus restrictive. Son objectif prioritaire et principal est de maintenir la stabilité des prix (taux d'inflation en dessous de 2 %). Auquel il faut toutefois apporter une nuance puisqu'il est indiqué : « Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, la BCE apporte son soutien aux politiques économiques, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté (croissance économique équilibrée, économie sociale de marché hautement compétitive, plein emploi ...). » L'indépendance des banques centrales oblige les gouvernements à ne pas utiliser la politique monétaire pour relancer la croissance au détriment de la stabilité des prix.

Doc 13 : Le taux d'intérêt

La politique monétaire utilise principalement l'instrument du taux d'intérêt. Lorsque la banque centrale souhaite lutter contre l'inflation, elle augmente son taux d'intérêt directeur (ou taux de refinancement des banques commerciales). Les banques répercutent cette hausse sur leurs taux. Le coût du crédit augmente, ce qui ralentit la consommation et l'investissement et diminue l'inflation (réduction de la demande). Son objectif de stabilité des prix est alors atteint, mais non sans effets collatéraux, puisque le « coup de frein » sur la consommation et l'investissement (deux moteurs de la croissance) engendre un effet négatif sur la croissance économique.

■ Q17 : Désignez les principaux canaux de transmission de la politique monétaire.

Le principal **canal de transmission** de la politique monétaire est le **taux d'intérêt**, en rendant l'accès au crédit plus ou moins facile et plus ou moins coûteux. Autres outils à la disposition des autorités monétaires pour peser sur la création de monnaie des banques : taux des réserves obligatoires, interventions sur le marché monétaire, politiques de *quantitative easing*.

Doc 12 : La politique monétaire

La politique monétaire n'est pas menée par les États mais par une banque centrale indépendante du pouvoir politique. Aux USA, il s'agit de la Fed (Réserve fédérale des États-Unis), en Europe, de la BCE (Banque centrale européenne). La Fed a une double mission : veiller à la stabilité des prix, et soutenir la croissance en vue de se rapprocher d'un taux d'emploi maximum. La BCE a une mission plus restrictive. Son objectif prioritaire et principal est de maintenir la stabilité des prix (taux d'inflation en dessous de 2 %). Auquel il faut toutefois apporter une nuance puisqu'il est indiqué : « Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, la BCE apporte son soutien aux politiques économiques, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté (croissance économique équilibrée, économie sociale de marché hautement compétitive, plein emploi ...). » L'indépendance des banques centrales oblige les gouvernements à ne pas utiliser la politique monétaire pour relancer la croissance au détriment de la stabilité des prix.

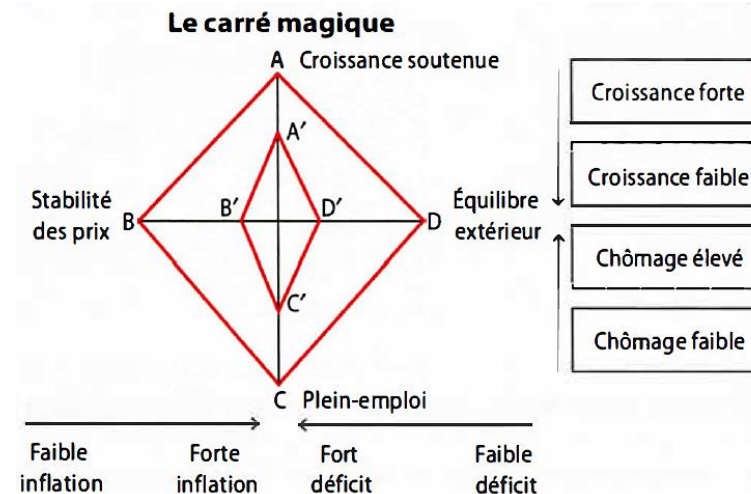
Doc 13 : Le taux d'intérêt

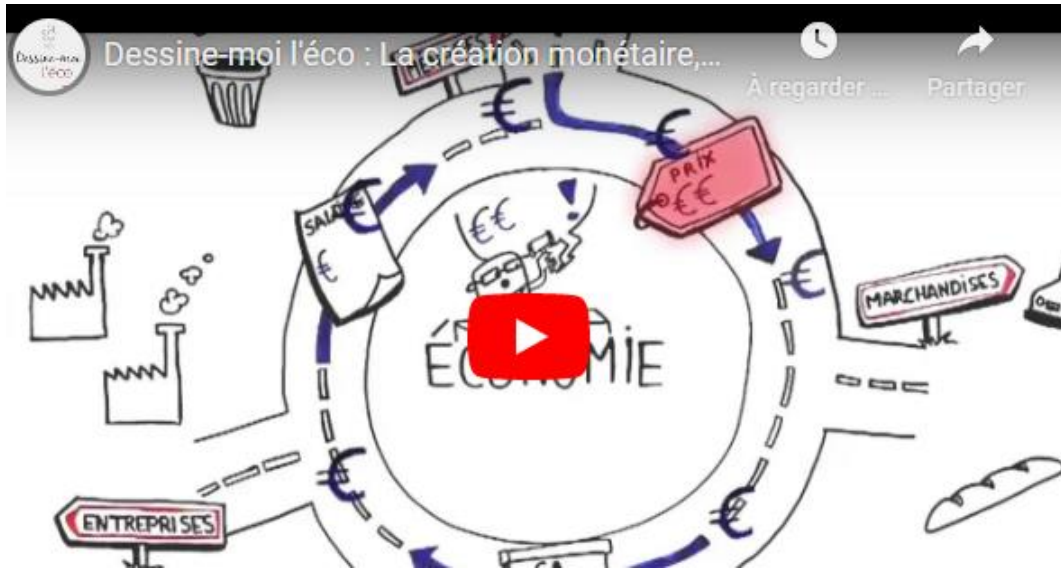
La politique monétaire utilise principalement l'instrument du taux d'intérêt. Lorsque la banque centrale souhaite lutter contre l'inflation, elle augmente son taux d'intérêt directeur (ou taux de refinancement des banques commerciales). Les banques répercutent cette hausse sur leurs taux. Le coût du crédit augmente, ce qui ralentit la consommation et l'investissement et diminue l'inflation (réduction de la demande). Son objectif de stabilité des prix est alors atteint, mais non sans effets collatéraux, puisque le « coup de frein » sur la consommation et l'investissement (deux moteurs de la croissance) engendre un effet négatif sur la croissance économique.

■ Q18 : Quel est l'objectif de la BCE ?

La BCE a pour objectif principal la stabilité des prix.

Il s'agit donc, pour elle, d'une condition nécessaire à la recherche d'autres objectifs, comme la croissance.





Doc 13 : Le taux d'intérêt

La politique monétaire utilise principalement l'instrument du taux d'intérêt. Lorsque la banque centrale souhaite lutter contre l'inflation, elle augmente son taux d'intérêt directeur (ou taux de refinancement des banques commerciales). Les banques répercutent cette hausse sur leurs taux. Le coût du crédit augmente, ce qui ralentit la consommation et l'investissement et diminue l'inflation (réduction de la demande). Son objectif de stabilité des prix est alors atteint, mais non sans effets collatéraux, puisque le « coup de frein » sur la consommation et l'investissement (deux moteurs de la croissance) engendre un effet négatif sur la croissance économique.

- Q19 : Complétez le schéma suivant en détaillant les effets d'une baisse du taux d'intérêt directeur sur la croissance économique et sur l'inflation avec les expressions :

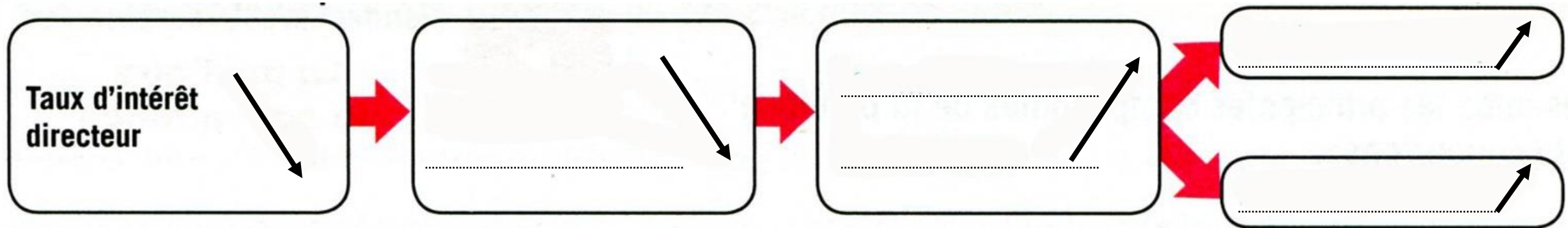
Consommation

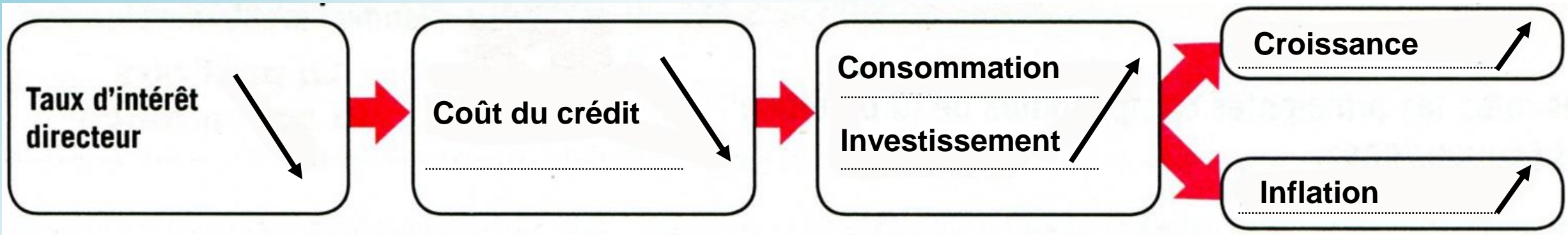
Investissement

Croissance

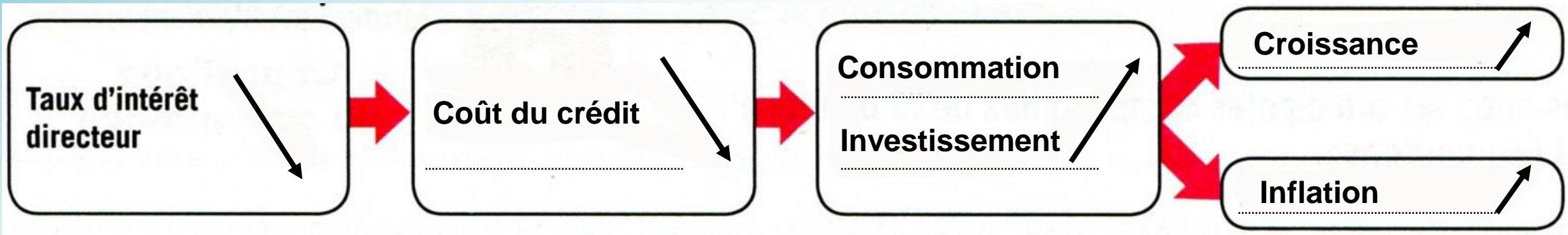
Coût du crédit

Inflation





Inflation



■ **Q20 : La politique monétaire peut-elle simultanément soutenir la croissance et lutter contre l'inflation ?**

Les deux actions sont difficilement compatibles.

La BCE a choisi la stabilité des prix en laissant toutefois aux gouvernements la possibilité d'agir sur la croissance à long terme par la politique structurelle ou de réagir aux chocs grâce à leur politique conjoncturelle.

C) Les politiques structurelles

Doc 14 : La politique structurelle

La politique structurelle est une politique à moyen et long terme. Elle vise à améliorer le potentiel de croissance d'une économie. Elle agit sur la structure de l'économie : la flexibilité ou la rigidité du marché du travail (règles sur le licenciement ou la négociation collective), la compétitivité des entreprises nationales (le crédit d'impôt recherche, et plus largement la politique industrielle), la forte concurrence au sein des secteurs ou au contraire la présence de monopole (contrôle des concentrations, abus de position dominante ...), le poids du secteur public (privatisations ou nationalisations), les réglementations qui encadrent le fonctionnement des marchés (protection des consommateurs). L'aménagement du territoire national (réseau de transport, de distribution d'énergie), mais aussi la capacité d'un pays à innover (pôles de compétitivité, soutien de la recherche), la performance de l'industrie et de l'agriculture, la qualité de la formation de la population active ... Par son action, la politique structurelle modifie en profondeur et durablement les données de base ou caractéristiques de l'économie, voire le fonctionnement du système économique.

■ Q21 : Caractériser les politiques structurelles en complétant le tableau ci-dessous :

Horizon temporel de la politique	Long terme.
Objectifs principaux	Créer les conditions d'un meilleur fonctionnement de l'économie en faisant évoluer ses structures (ne s'ajuste pas à la conjoncture, mais va contribuer à améliorer la conjoncture à moyen et long T.).
Circonstances de mise en place	En cas de déséquilibre économique durable. (But : Créer des conditions de base durables et favorables au développement éco).
Exemples de type de politique	Politiques de remise à la concurrence d'anciens monopoles d'État, politique de la concurrence et de lutte contre les cartels, l'économie de la connaissance, la politique de recherche et d'innovation, politique industrielle, d'aménagement du territoire, politique sociale...

B) Les politiques conjoncturelles



conjoncturelles en complétant le tableau ci-dessous :

	Court terme.	
	Maintenir ou rétablir les grands équilibres macroéconomiques.	
	Réagir aux déséquilibres.	Action contracyclique.
	– Hausse du Smic, hausse du traitement des fonctionnaires ; – Hausse des impôts et/ou des cotisations sociales.	

C) Les politiques structurelles

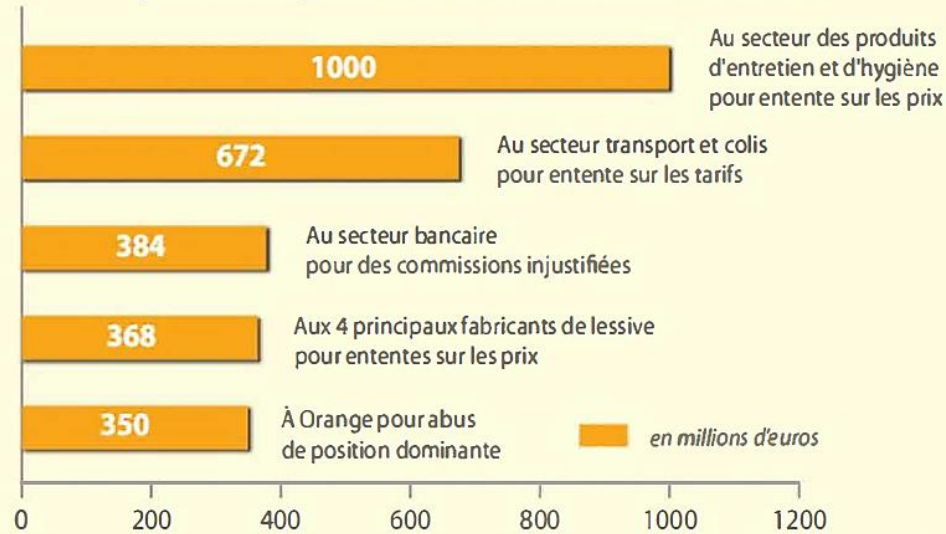
■ Q21 : Caractérisez les politiques structurelles en complétant le tableau ci-dessous :



	Long terme.	
	Créer les conditions d'un meilleur fonctionnement de l'économie en faisant évoluer ses structures (visé à améliorer la conjoncture à moyen et long terme).	
	Identifier des déséquilibres économiques durables à corriger (pour créer des conditions de base durables et favorables à la croissance économique).	
	Politiques de remise à la concurrence d'anciens monopoles d'État, politique de la concurrence et de lutte contre les cartels, l'économie de la connaissance, la politique de recherche et d'innovation, politique industrielle, d'aménagement du territoire, politique sociale...	

Doc 16 : Le rôle de l'Autorité de concurrence

Le top 5 des amendes
prononcées par l'Autorité de la concurrence en 2018



Source : www.francetvinfo.fr

En tout, l'Autorité de la concurrence estime avoir pris 230 décisions en moyenne chaque année. « C'est une activité au rythme extrêmement soutenu, estime sa présidente Isabelle de Silva, et un outil essentiel pour agir sur la structure des marchés en amont, pour prévenir la constitution de positions trop fortes et maintenir la dynamique concurrentielle ».

Définition :

Politique de concurrence : Ensemble des actions menées par les pouvoirs publics pour garantir une libre concurrence.

■ Q22 : Pourquoi la politique de concurrence s'inscrit dans les objectifs de politique économique ?

Une politique de concurrence permet de s'assurer que la structure du marché permet la présence suffisamment nombreuse d'offreurs et de demandeurs.

Ainsi, une libre concurrence permet de favoriser la recherche de compétitivité des entreprises : chacune innovera pour obtenir un avantage par rapport aux autres. Cette stimulation dynamise la croissance, les exportations et l'emploi.

L'ETAT DOIT-IL INTERDIRE LES MONOPOLES
ET LES OLIGOPOLES ?



Doc 17 : Encourager l'innovation en France

Donner aux entreprises les moyens d'innover, de grandir et de créer des emplois, telle est l'ambition du plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE). Ce projet de loi [...] comporte plusieurs mesures qui vont encourager l'innovation en France.

Un problème : La croissance de demain sera tirée par les technologies de rupture, comme l'intelligence artificielle, la nanoélectronique, ou le stockage d'énergie. Ces technologies nécessitent des investissements initiaux très conséquents, ont un taux d'échec élevé et impliquent une mise sur le marché lointaine.

Une solution : Des fonds, entre 200 et 250 millions d'euros, seront distribués] sous forme d'aides individuelles (subventions, avances remboursables et prêts) spécifiquement calibrées pour répondre à leurs besoins.

www.economie.gouv.fr

■ Q23 : Quelles sont les difficultés des entreprises qui souhaitent innover ?

Innover nécessite des fonds très importants.

Il y a également une prise de risque importante car le taux d'échec est élevé : tous les efforts de recherche n'aboutissent pas à une innovation.

De plus, les bénéfices qui pourraient découler d'une innovation ne sont pas immédiats car le délai est long entre la réussite de l'innovation et la mise en vente du produit sur le marché.

Doc 17 : Encourager l'innovation en France

Donner aux entreprises les moyens d'innover, de grandir et de créer des emplois, telle est l'ambition du plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE). Ce projet de loi [...] comporte plusieurs mesures qui vont encourager l'innovation en France.

Un problème : La croissance de demain sera tirée par les technologies de rupture, comme l'intelligence artificielle, la nanoélectronique, ou le stockage d'énergie. Ces technologies nécessitent des investissements initiaux très conséquents, ont un taux d'échec élevé et impliquent une mise sur le marché lointaine.

Une solution : Des fonds, entre 200 et 250 millions d'euros, seront distribués] sous forme d'aides individuelles (subventions, avances remboursables et prêts) spécifiquement calibrées pour répondre à leurs besoins.

www.economie.gouv.fr

■ Q24 : Que propose l'Etat pour remédier à cela ?

L'Etat propose une solution de politique budgétaire, basée sur l'offre : il choisit de verser des aides financières aux entreprises afin d'accompagner leur effort de financement.

Ainsi, l'Etat augmente ses dépenses publiques (qui composent son budget) pour faciliter l'innovation des entreprises.

Pour encourager l'innovation :
Etat solution Juridique ?
LE BREVET



2) Quelles sont les politiques économiques menées au niveau européen ?

A) La politique monétaire

Doc 18 (extrait) : La Banque Centrale Européenne (BCE)

Depuis le 1er janvier 1999, La BCE est responsable de la politique monétaire de la zone euro.

L'Eurosystème, composé de la BCE et des banques centrales des 19 pays membres de la zone euro, met en œuvre la politique monétaire unique, gère les réserves et conduit les opérations de change.

Pour favoriser la coopération financière et monétaire entre l'Eurosystème et les États membres hors zone euro, la BCE fait également partie du Système européen de banques centrales (SEBC), qui rassemble à ses côtés les banques centrales des 27 États membres de l'UE (par exemple, la Banque de France). [...]

Toute l'Europe, 11 septembre 2019

■ Q25 : Qui définit la politique monétaire dans les pays de la zone euro ? Quel est le rôle des États dans cette définition ?

La politique monétaire des pays de la zone euro est définie par la Banque centrale européenne (BCE).

La BCE agit en toute indépendance vis-à-vis des États et des gouvernements qui ne peuvent pas l'influencer.

Doc 18 (extrait) : La Banque Centrale Européenne (BCE)

[...] Garantir la stabilité des prix

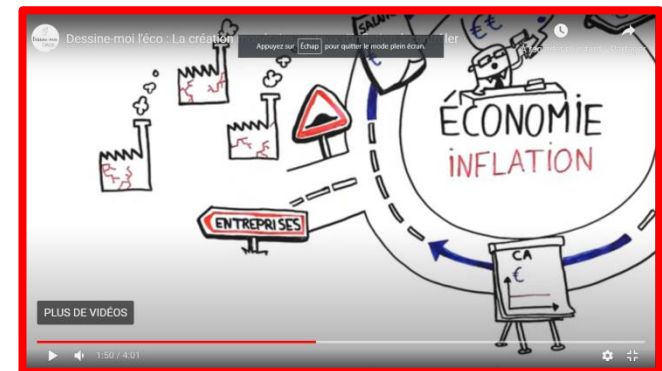
« L'objectif principal du Système européen de banques centrales (SEBC) est de maintenir la stabilité des prix » (art. 282, §2 TFUE). Pour évaluer la stabilité des prix, la BCE se fonde sur deux critères : l'évaluation de la masse monétaire en circulation et les perspectives d'évolution des prix. Pour déterminer l'inflation, qui doit être inférieure à 2 %, plusieurs indices sont pris en compte : salaires, taux d'intérêt, indices des prix ... Afin de maintenir la stabilité des prix à moyen terme, la BCE dispose de plusieurs instruments, notamment en augmentant ou en baissant les taux directeurs. Par ailleurs, la BCE a lancé en 2015 un « programme d'achat d'actifs » (Quantitative Easing), une mesure non conventionnelle visant à acheter massivement les dettes des États de la zone euro (puis les dettes d'entreprises à partir de 2016). Objectif : combattre la déflation, qui menaçait alors la zone, et faire repartir la croissance. [...]

Toute l'Europe, 11 septembre 2019

■ Q26 : Quel est le principal objectif de la BCE vis-à-vis de la politique monétaire ?

Le principal objectif de la BCE est de maintenir la stabilité des prix, c'est-à-dire lutter contre l'inflation.

Idéalement, le taux d'inflation à l'intérieur de la zone euro doit être inférieur à 2 %.



Doc 18 (extrait) : La Banque Centrale Européenne (BCE)

[...] **Garantir la stabilité des prix**

« L'objectif principal du Système européen de banques centrales (SEBC) est de maintenir la stabilité des prix » (art. 282, §2 TFUE). Pour évaluer la stabilité des prix, la BCE se fonde sur deux critères : l'évaluation de la masse monétaire en circulation et les perspectives d'évolution des prix. Pour déterminer l'inflation, qui doit être inférieure à 2 %, plusieurs indices sont pris en compte : salaires, taux d'intérêt, indices des prix ... Afin de maintenir la stabilité des prix à moyen terme, la BCE dispose de plusieurs instruments, notamment en augmentant ou en baissant les taux directeurs. Par ailleurs, la BCE a lancé en 2015 un « programme d'achat d'actifs » (Quantitative Easing), une mesure non conventionnelle visant à acheter massivement les dettes des États de la zone euro (puis les dettes d'entreprises à partir de 2016). Objectif : combattre la déflation, qui menaçait alors la zone, et faire repartir la croissance. [...]

Toute l'Europe, 11 septembre 2019

■ **Q27 : Quel est le principal canal de transmission utilisé par la BCE pour lutter contre l'inflation ?**

Le principal canal de transmission (outil) que la BCE utilise pour lutter contre l'inflation est le **taux d'intérêt**. Un taux directeur est un taux d'intérêt fixé par la Banque centrale et appliqué à certaines opérations de refinancement des banques auprès de la Banque centrale :

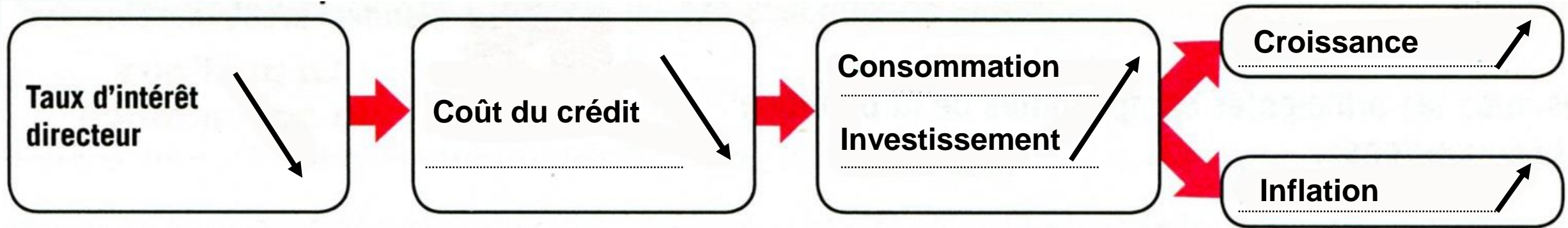
- **la baisse des taux directeurs stimule la création monétaire** par les banques qui, pouvant se refinancer à moindre coût, sont incitées à **accorder davantage de crédits** ;
- **la hausse des taux directeurs a l'effet inverse, ce qui permet de lutter contre l'inflation en restreignant le crédit.**

RAPPEL

■ Q27 : Quel est le principal canal de transmission utilisé par la BCE pour lutter contre l'inflation ?

Le principal canal de transmission (outil) que la BCE utilise pour lutter contre l'inflation est le **taux d'intérêt**. Un taux directeur est un taux d'intérêt fixé par la Banque centrale et appliqué à certaines opérations de refinancement des banques auprès de la Banque centrale :

- la **baisse des taux directeurs** stimule la **création monétaire par les banques** qui, pouvant se refinancer à moindre coût, sont incitées à accorder **davantage de crédits** ;
- la **hausse des taux directeurs** a l'effet inverse, ce qui permet de **lutter contre l'inflation** en **restreignant le crédit**.



Doc 18 (extrait) : La Banque Centrale Européenne (BCE)

[...] **Garantir la stabilité des prix**

« L'objectif principal du Système européen de banques centrales (SEBC) est de maintenir la stabilité des prix » (art. 282, §2 TFUE). Pour évaluer la stabilité des prix, la BCE se fonde sur deux critères : l'évaluation de la masse monétaire en circulation et les perspectives d'évolution des prix. Pour déterminer l'inflation, qui doit être inférieure à 2 %, plusieurs indices sont pris en compte : salaires, taux d'intérêt, indices des prix ... Afin de maintenir la stabilité des prix à moyen terme, la BCE dispose de plusieurs instruments, notamment en augmentant ou en baissant les taux directeurs. Par ailleurs, la BCE a lancé en 2015 un « programme d'achat d'actifs » (Quantitative Easing), une mesure non conventionnelle visant à acheter massivement les dettes des États de la zone euro (puis les dettes d'entreprises à partir de 2016). Objectif : combattre la déflation, qui menaçait alors la zone, et faire repartir la croissance. [...]

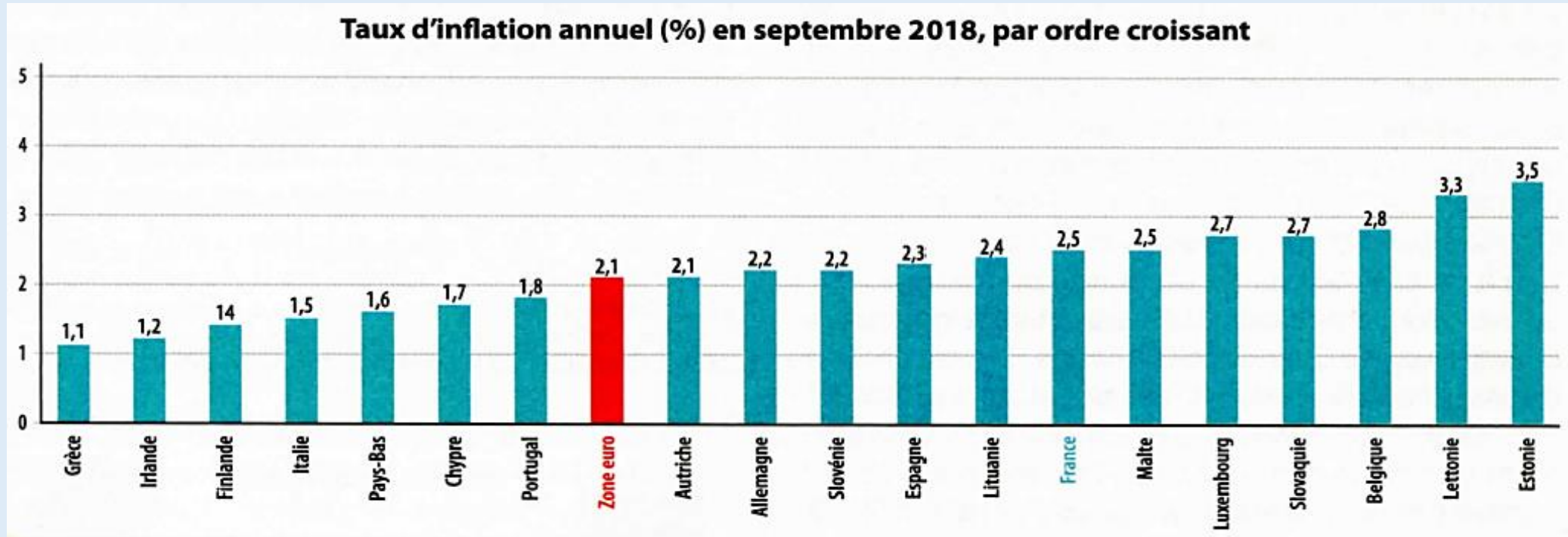
Toute l'Europe, 11 septembre 2019

■ **Q28 : Qu'est-ce que le « *Quantitative Easing* » ?**

Le programme d'achats d'actifs ou « *Quantitative Easing* » est une mesure non conventionnelle visant à acheter massivement les dettes des États de la zone euro (puis les dettes d'entreprises à partir de 2016). Son objectif est de combattre la déflation, qui menaçait alors la zone, et faire repartir la croissance.

Doc 19 : L'hétérogénéité de la zone euro et la politique monétaire unique

La BCE est soumise à des besoins hétérogènes des pays membres de la zone euro. Les pays au taux d'inflation négatif peuvent souhaiter un soutien massif à la croissance pour éviter les méfaits de la déflation. Les pays à faible taux d'inflation peuvent s'avérer favorables à une relance de la croissance au prix d'une légère inflation. À l'opposé, les pays à taux d'inflation moyen ou élevé pourraient souhaiter préserver avant tout la stabilité des prix. La BCE se base pour mener sa politique monétaire sur le taux d'inflation de la zone euro. Son objectif est de maintenir celui-ci en dessous, mais à niveau proche de 2%.

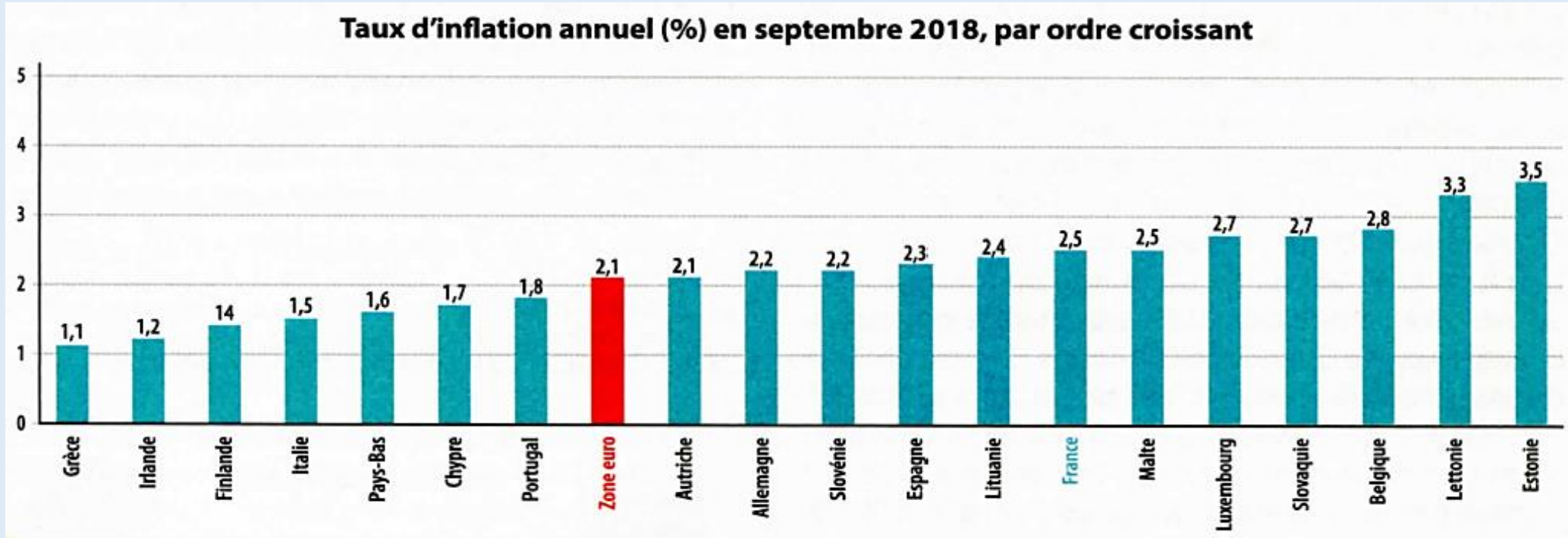


■ Q29 : En 2018, quels pays de la zone euro pourrait souhaiter une variation du taux directeur de la BCE, à la hausse ? à la baisse ?

- à la baisse : Grèce, Irlande, Finlande.
- à la hausse ou inchangé : Estonie, Lettonie, Belgique.

Doc 19 : L'hétérogénéité de la zone euro et la politique monétaire unique

La BCE est soumise à des besoins hétérogènes des pays membres de la zone euro. Les pays au taux d'inflation négatif peuvent souhaiter un soutien massif à la croissance pour éviter les méfaits de la déflation. Les pays à faible taux d'inflation peuvent s'avérer favorables à une relance de la croissance au prix d'une légère inflation. À l'opposé, les pays à taux d'inflation moyen ou élevé pourraient souhaiter préserver avant tout la stabilité des prix. La BCE se base pour mener sa politique monétaire sur le taux d'inflation de la zone euro. Son objectif est de maintenir celui-ci en dessous, mais à niveau proche de 2%.

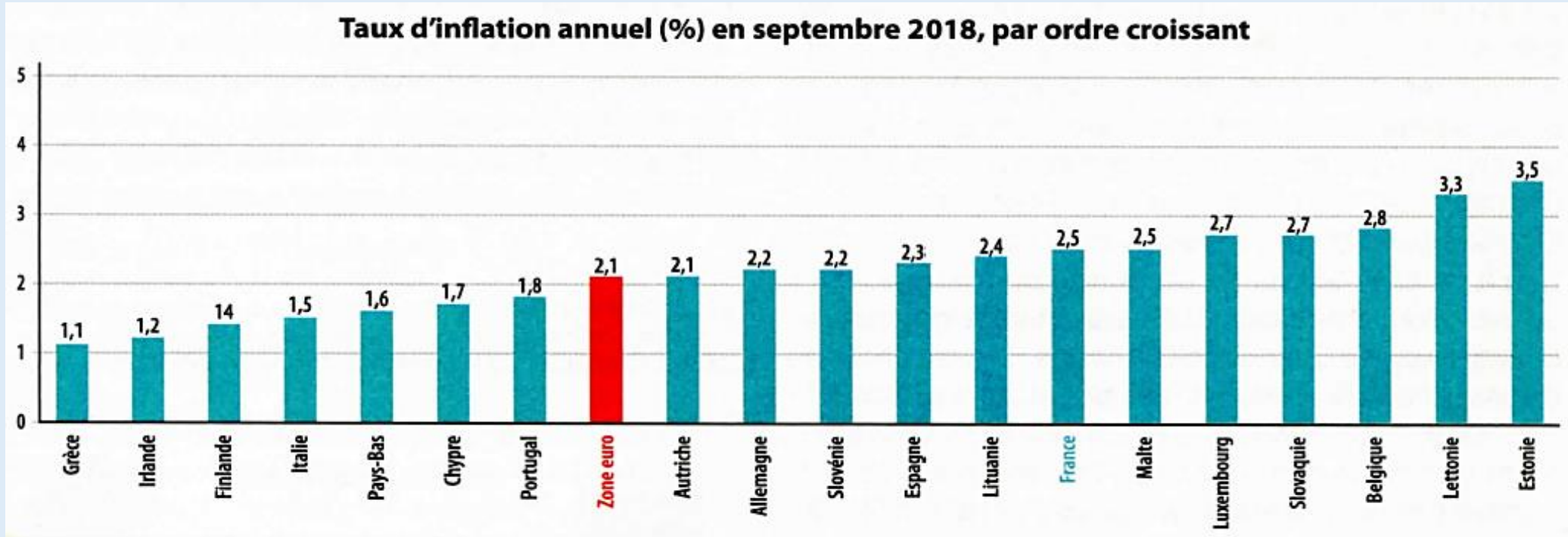


■ Q30 : Sur quel critère la BCE se base-t-elle pour mener sa politique ?

La BCE se base sur le taux d'inflation de la zone euro. Son objectif est de maintenir celui-ci en dessous, mais à un niveau proche de 2 %. Un objectif plus ambitieux pour le taux d'inflation (ex. : 1% ou 0,5%) risquerait d'entraîner certains pays dans la déflation (taux d'inflation négatif) et sa spirale (récession). L'objectif de 2% offre ainsi une marge de sécurité.

Doc 19 : L'hétérogénéité de la zone euro et la politique monétaire unique

La BCE est soumise à des besoins hétérogènes des pays membres de la zone euro. Les pays au taux d'inflation négatif peuvent souhaiter un soutien massif à la croissance pour éviter les méfaits de la déflation. Les pays à faible taux d'inflation peuvent s'avérer favorables à une relance de la croissance au prix d'une légère inflation. À l'opposé, les pays à taux d'inflation moyen ou élevé pourraient souhaiter préserver avant tout la stabilité des prix. La BCE se base pour mener sa politique monétaire sur le taux d'inflation de la zone euro. Son objectif est de maintenir celui-ci en dessous, mais à niveau proche de 2%.



■ Q31 : La BCE peut-elle satisfaire au besoin particulier de chaque Etat ? Justifiez votre réponse.

La politique monétaire est unique (une seule monnaie, un seul taux d'intérêt directeur). Elle ne peut répondre au besoin particulier de chaque État.

A) La politique budgétaire

a) Une coordination des politiques budgétaires

Doc 20 (extrait) : Des critères de convergence pour rapprocher les économies européennes

[...] Pour entrer dans la zone euro et « réaliser l'union économique et monétaire », les États membres de l'UE doivent donc respecter les critères dits

« de Maastricht » [...].

Notamment, leur déficit public annuel ne doit pas excéder 3 % du produit intérieur brut (PIB), et la dette publique (de l'État et des administrations publiques) 60 % du PIB.

En 1997, [...] les États membres de la future zone euro ont aussi conclu un Pacte de stabilité et de croissance, au terme duquel ils se sont engagés à parvenir, « à moyen terme », à des budgets « proches de l'équilibre ou excédentaires ». Si les politiques budgétaires restent de la compétence des États membres, cet effort de coordination doit permettre aux pays, une fois entrés dans la zone euro, d'affronter les aléas de la conjoncture sans repasser la barre des 3 % de déficit. [...]

M. Guitton, www.touteurope.eu

■ Q32 : Relevez les critères que chaque pays doit respecter concernant ses finances publiques pour assurer l'union économique et monétaire dans la zone euro.

Les critères de convergence ont été précisés dans le traité de Maastricht :

- le déficit public doit être inférieur à 3 % du PIB ;
- la dette publique ne doit pas dépasser 60 % du PIB.

De plus, le Pacte de stabilité et de croissance a ajouté que les soldes budgétaires devaient être proches de l'équilibre ou excédentaires.

Doc 20 (extrait) : Des critères de convergence pour rapprocher les économies européennes

[...] Pour entrer dans la zone euro et « réaliser l'union économique et monétaire », les États membres de l'UE doivent donc respecter les critères dits

« de Maastricht » [...].

Notamment, leur déficit public annuel ne doit pas excéder 3 % du produit intérieur brut (PIB), et la dette publique (de l'État et des administrations publiques) 60 % du PIB.

En 1997, [...] les États membres de la future zone euro ont aussi conclu un Pacte de stabilité et de croissance, au terme duquel ils se sont engagés à parvenir, « à moyen terme », à des budgets « proches de l'équilibre ou excédentaires ». Si les politiques budgétaires restent de la compétence des États membres, cet effort de coordination doit permettre aux pays, une fois entrés dans la zone euro, d'affronter les aléas de la conjoncture sans repasser la barre des 3 % de déficit. [...]

M. Guitton, www.touteurope.eu

■ Q33 : Justifiez l'intérêt des critères de convergence.

Ces critères de convergence se justifient car la zone euro est constituée de pays ayant des situations économiques différentes.

Il est donc nécessaire de partager des règles communes pour les finances publiques afin que la situation d'un pays n'ait pas de répercussions négatives sur tous les autres pays de la zone euro, comme des difficultés à emprunter du fait de la défaillance d'un des pays.

Doc 20 (extrait) : Des critères de convergence pour rapprocher les économies européennes

[...] Pourquoi ces seuils sont-ils critiqués ? [...] L'équation n'est, par exemple, absolument pas la même selon que le déficit est causé par un bond ponctuel des investissements d'avenir ou par l'exubérance de dépenses de fonctionnement qui s'accumulent décennie après décennie. Par ailleurs, la richesse produite par un pays dépend en partie d'éléments extérieurs, comme la conjoncture économique mondiale.

M. Guitton, www.touteurope.eu

■ **Q34 : Expliquez les critiques à l'égard de ces règles communes.**

Ces règles communes sont critiquées car elles sont rigides et ne font pas la différence entre un pays qui accroît son déficit pour soutenir des investissements d'avenir qui auront, à terme, des effets positifs sur les recettes publiques, et un pays qui ne contrôle pas ses dépenses de fonctionnement.

De plus, ces critères de convergence ne tiennent pas compte des aléas économiques comme une récession mondiale.

Doc 21 : Le pacte budgétaire européen

Entré en vigueur en 2013, le « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance », souvent surnommé « pacte budgétaire européen », s'inscrit dans une suite logique. [...] Les pays s'engagent à avoir des « budgets équilibrés » ou « en excédent » sur un cycle économique. Cela signifie que le déficit structurel ne doit pas être supérieur à 0,5% du PIB. Mais quelle est la différence entre le déficit public et ce déficit « structurel » ? En clair, le déficit structurel - à la différence du déficit public - ne comptabilise pas les dépenses dites « inhabituelles ». Parmi celles-ci, on peut citer les prestations sociales liées au chômage, qui explosent en période de récession. [...] Un pays pourra s'écarter de la feuille de route temporairement, en cas de circonstances exceptionnelles : récession grave, faits indépendants de la volonté des gouvernements ...

G. Raymond, Le Huffington Post

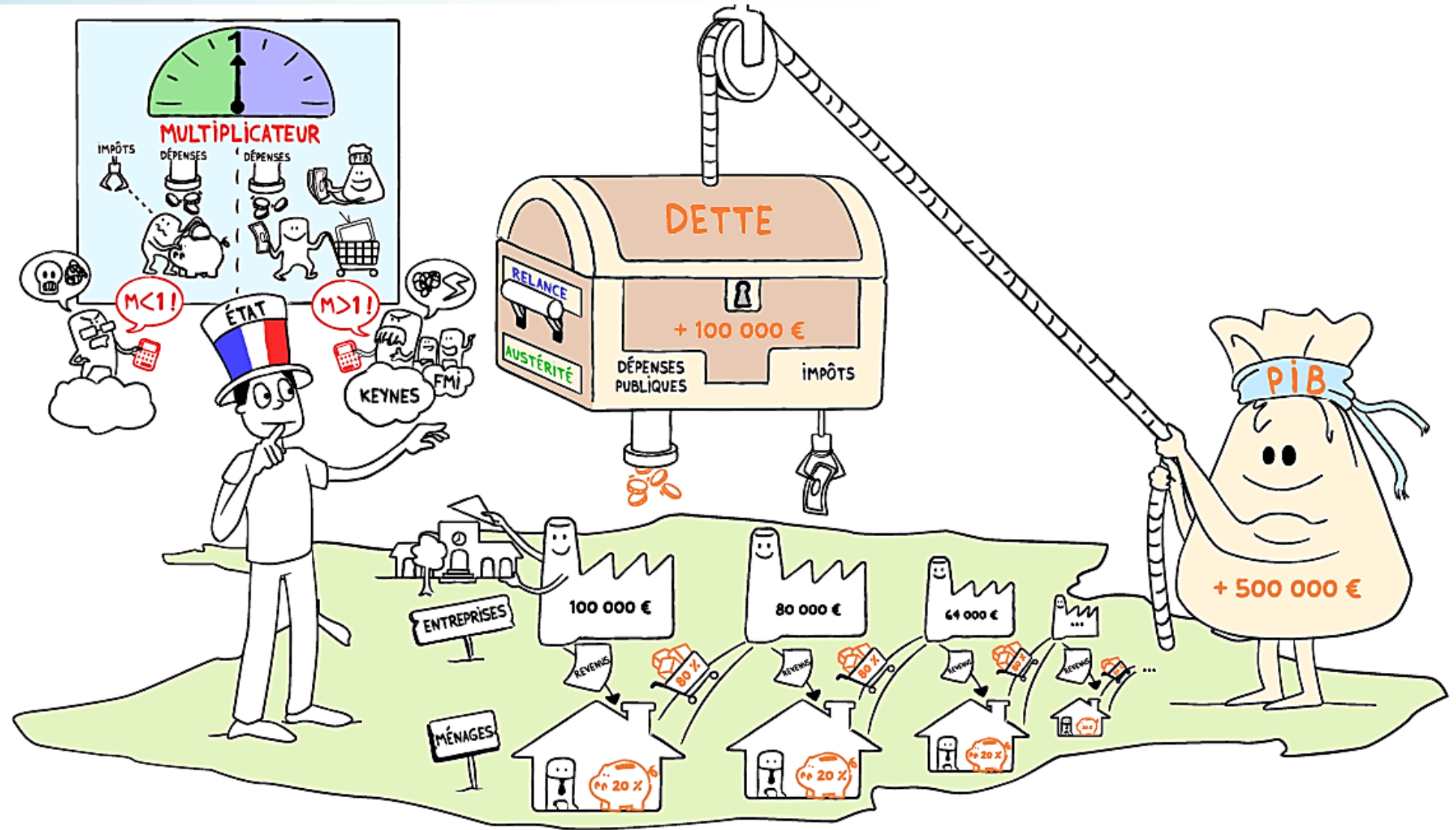
■ Q35 : En quoi ce pacte marque un assouplissement dans les règles budgétaires à respecter ?

Le pacte durcit le niveau du déficit structurel lié au fonctionnement habituel de l'État mais il reconnaît que le déficit conjoncturel s'explique par des circonstances exceptionnelles.

Ainsi, une récession entraîne plus de chômage et donc plus d'allocations chômage à verser, ce qui accroît les dépenses budgétaires. Un pays peut ne pas avoir un budget équilibré si son déficit est lié à des dépenses inhabituelles.

Infos supp : Ce qui a été pris en compte pour la crise des sub-primes 2008 et celle du COVID 2020

RAPPEL Doc 23 : Vidéo : Austérité ou relance, comment ça marche ?



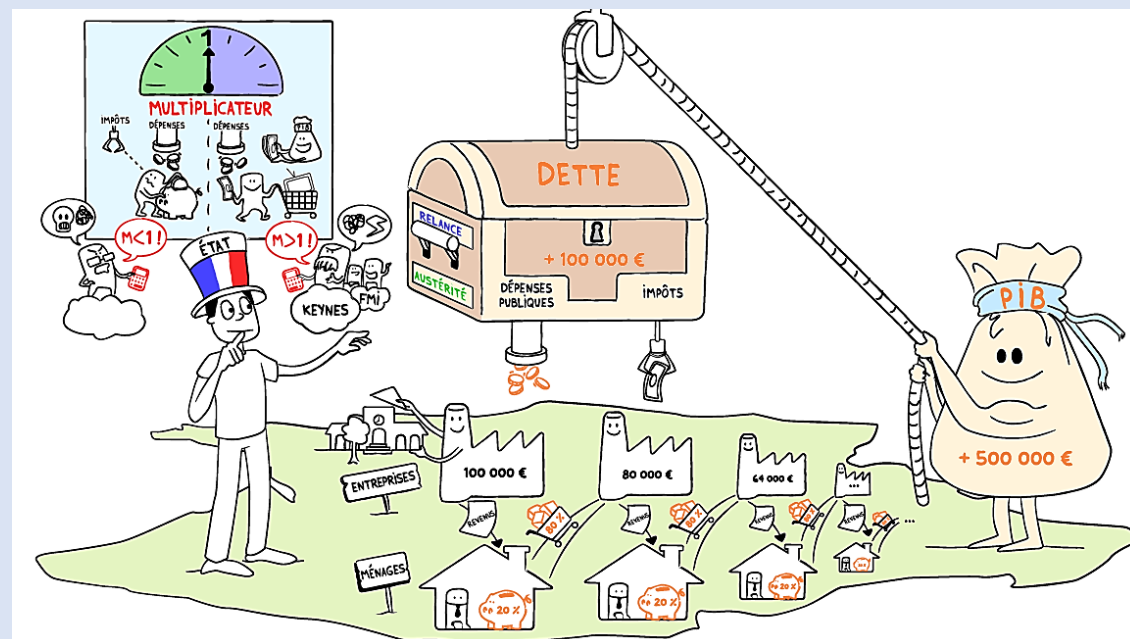
b) Le choix des Etats en matière de politique budgétaire

Doc 22 : Politique budgétaire : stabilisation ou relance ?

La politique budgétaire est un levier de la politique de régulation de la conjoncture. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées. En période de ralentissement de la croissance ou de crise, elle va servir à soutenir l'activité économique. On parle de politique de relance budgétaire. Au contraire, dans les phases de forte croissance, pendant lesquelles la surchauffe de l'activité économique peut provoquer de l'inflation (hausse des prix) ou des déficits extérieurs importants (déséquilibre des échanges avec le reste du monde), elle permet de freiner l'activité en réduisant la demande des agents économiques. On parle de politique de rigueur [ou de stabilisation] budgétaire.

www.vie-publique.fr

Doc 23 : Vidéo : Austérité ou relance, comment ça marche ?



■ Q36 : Repérez les objectifs économiques d'une politique de relance et ceux d'une politique de stabilisation (ou de rigueur ou d'austérité).

→ Une politique de relance a pour objectif de soutenir l'activité économique : si l'État augmente ses dépenses pour stimuler la demande des agents économiques, cela permet de dynamiser le PIB et l'emploi.

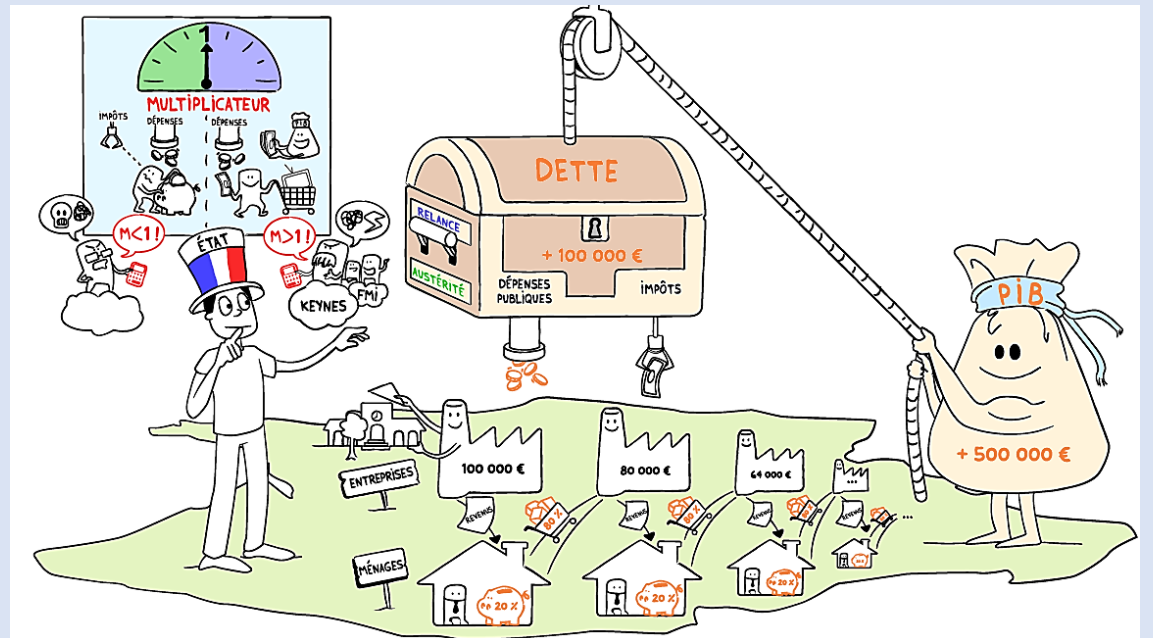
→ Une politique de stabilisation (ou de rigueur ou d'austérité.) a pour objectif de limiter l'inflation ou les déséquilibres extérieurs. Il est donc nécessaire de limiter la demande des agents soit en augmentant les prélèvements obligatoires, soit en limitant les dépenses publiques.

Doc 22 : Politique budgétaire : stabilisation ou relance ?

La politique budgétaire est un levier de la politique de régulation de la conjoncture. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées. En période de ralentissement de la croissance ou de crise, elle va servir à soutenir l'activité économique. On parle de politique de relance budgétaire. Au contraire, dans les phases de forte croissance, pendant lesquelles la surchauffe de l'activité économique peut provoquer de l'inflation (hausse des prix) ou des déficits extérieurs importants (déséquilibre des échanges avec le reste du monde), elle permet de freiner l'activité en réduisant la demande des agents économiques. On parle de politique de rigueur [ou de stabilisation] budgétaire.

www.vie-publique.fr

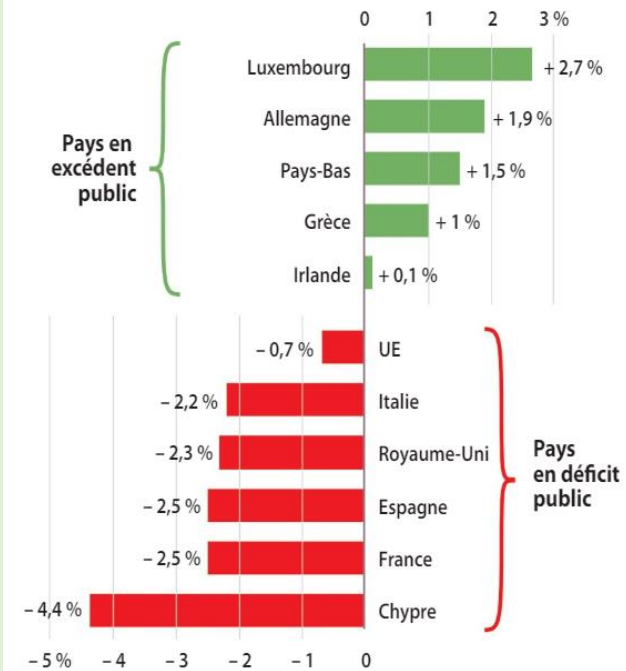
Doc 23 : Vidéo : Austérité ou relance, comment ça marche ?



■ Q37 : Expliquez si l'Etat français a toute liberté pour engager une politique de relance budgétaire.

L'Etat français peut choisir une politique de relance budgétaire mais il devra respecter les critères de convergence car la France fait partie de la zone euro et doit donc atteindre l'équilibre budgétaire ou ne pas dépasser 3 % du déficit public.

En % du PIB en 2018



Doc 24 : Les soldes budgétaires dans l'Union Européenne

Le déficit public de la France s'élevait l'an dernier à 2,5 %. Il était passé sous la barre des 3% en 2017, après l'avoir dépassée pendant neuf années consécutives et avoir atteint un pic à 7,5% en 2009. [...] Si la Commission européenne prévoit que l'Allemagne et les Pays-Bas utilisent leurs excédents publics pour réduire leur dette, elle leur a recommandé cet été d'accroître leurs dépenses d'investissement afin de soutenir la croissance.

Brief éco

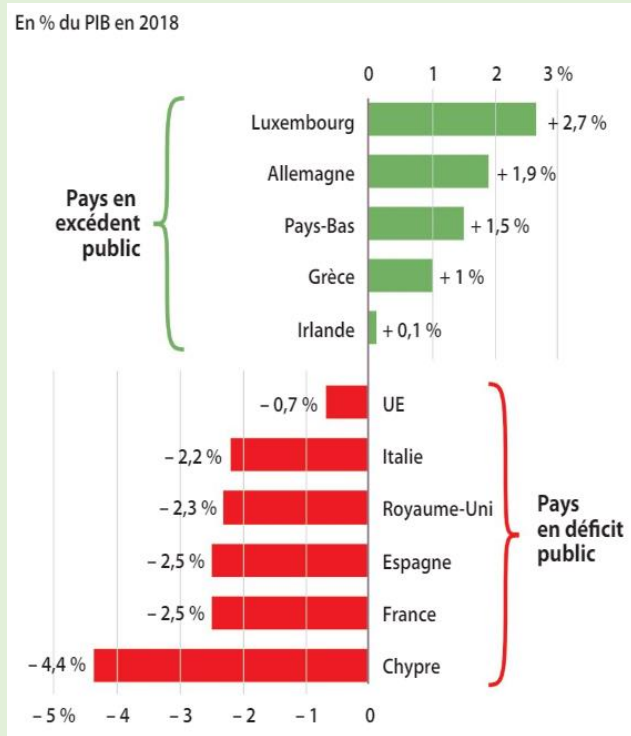
■ Q38 : Comparez les soldes budgétaires des pays européens présentés et précisez si les critères européens des déficits publics sont respectés.

D'une façon générale, les soldes budgétaires européens sont déficitaires avec un solde de $-0,7\%$ du PIB. Le Luxembourg a un excédent budgétaire confortable ($+2,7\%$), comme l'Allemagne ($+1,9\%$) et les Pays-Bas ($+1,5\%$).

En revanche, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne et la France ont un déficit public qui oscille entre $2,2\%$ et $2,5\%$. Malgré ce déficit, ces pays respectent les critères de convergence européens.

Seul Chypre, avec un déficit public de $4,4\%$ de son PIB, dépasse le seuil autorisé

Doc 24 : Les soldes budgétaires dans l'Union Européenne



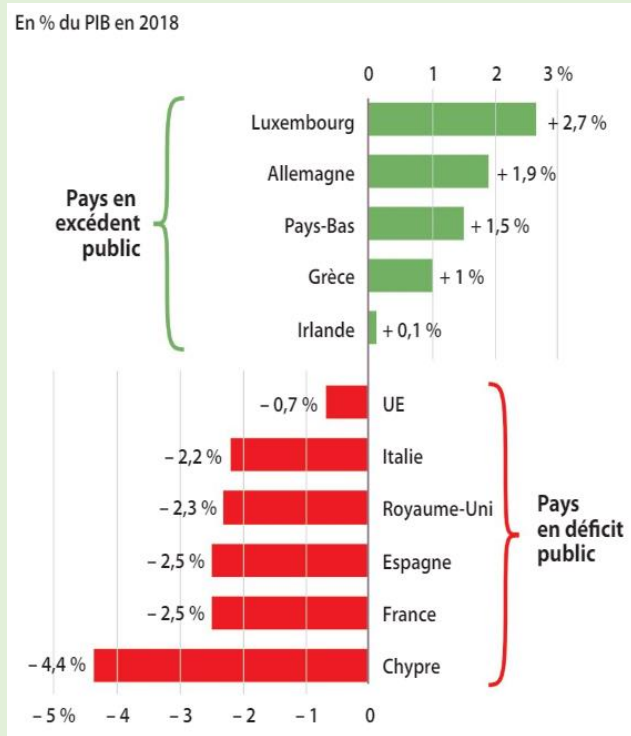
Le déficit public de la France s'élevait l'an dernier à 2,5 %. Il était passé sous la barre des 3% en 2017, après l'avoir dépassée pendant neuf années consécutives et avoir atteint un pic à 7,5% en 2009. [...] Si la Commission européenne prévoit que l'Allemagne et les Pays-Bas utilisent leurs excédents publics pour réduire leur dette, elle leur a recommandé cet été d'accroître leurs dépenses d'investissement afin de soutenir la croissance.

Brief éco

■ Q39 : Au regard de l'évolution de son déficit public entre 2009 et 2018, quelle politique budgétaire la France a-t-elle choisie ?

Entre 2009 et 2018, le déficit de la France a diminué pour atteindre e, 2017 le seuil de 3% du PIB fixé par le Pacte Européen. L'Etat français a appliqué pendant plusieurs années une politique de stabilisation (ou de rigueur, soit en augmentant les prélèvements obligatoires, soit en limitant les dépenses publiques.

Doc 24 : Les soldes budgétaires dans l'Union Européenne



Le déficit public de la France s'élevait l'an dernier à 2,5 %. Il était passé sous la barre des 3% en 2017, après l'avoir dépassée pendant neuf années consécutives et avoir atteint un pic à 7,5% en 2009. [...] Si la Commission européenne prévoit que l'Allemagne et les Pays-Bas utilisent leurs excédents publics pour réduire leur dette, elle leur a recommandé cet été d'accroître leurs dépenses d'investissement afin de soutenir la croissance.

Brief éco

■ Q40 : Quelle politique budgétaire est conseillée par la Commission européenne à l'Allemagne et aux Pays-Bas ? Quel est le but recherché ?

Avec leur excédent budgétaire, la Commission européenne recommande à l'Allemagne et aux Pays-Bas de diminuer leur dette mais, dans le même temps, d'augmenter les dépenses d'investissement.

En effet, investir auprès des entreprises et des ménages permet de renforcer l'efficacité de la production et d'accroître le PIB et donc la croissance économique.